

N° 6961

Session ordinaire 2015-2016

Projet de loi portant modification

**1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et
aux habilitations de sécurité;**

2. du Code pénal

Dépôt: (Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat): 02.03.2016

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 03 mars 2016

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,





Sur le rapport de Notre Premier ministre, ministre d'État et après délibération du
Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Article unique. – Notre Premier ministre, ministre d'État est autorisé à déposer en Notre nom à
la Chambre des Députés le Projet de loi portant modification

1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de
sécurité;
2. du Code pénal..

Palais de Luxembourg, le 26 février 2016
(s.) Henri

Le Premier ministre, ministre d'État
(s.) Xavier Bettel

Pour expédition conforme
Luxembourg, le 2 mars 2016

Le Premier ministre, ministre d'État

Xavier Bettel

Projet de loi portant modification

- 1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;**
- 2. du Code pénal.**

I. - Texte du projet de loi

Art. I. La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité est modifiée comme suit:

1° L'article 2 est remplacé comme suit:

„Art. 2. – Définitions

Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1. «Autorité nationale de Sécurité»: l'autorité chargée de veiller à la sécurité des pièces classifiées.
2. «Classification»: l'attribution d'un degré de confidentialité par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu des traités ou conventions liant le Luxembourg.
«Déclassement»: une diminution du degré de classification.
«Déclassification»: la suppression de toute mention de classification.
3. «Contrat classifié»: tout contrat, toute convention ou tout contrat de sous-traitance, de droit public ou de droit privé, conclu en vue de la fourniture de biens, de la réalisation de travaux ou de la prestation de services, dont l'exécution requiert ou implique l'accès à des pièces classifiées ou la création de telles pièces.
4. «Compromission»: la prise de connaissance ou suspicion de prise de connaissance, en tout ou en partie, d'une pièce classifiée par une personne qui ne remplit pas les conditions d'accès et du besoin d'en connaître.
5. «Document»: toute information enregistrée, qu'elles qu'en soient la forme ou les caractéristiques physiques, y compris – sans aucune restriction – les écrits et les imprimés, les cartes et les bandes perforées, les cartes géographiques, les graphiques, les photographies, les peintures, les dessins, les gravures, les croquis, les notes et documents de travail, les carbones et les rubans encreurs, ou les reproductions effectuées par quelque moyen que ce soit, ainsi que les données sonores, toute forme d'enregistrements magnétiques, électroniques, optiques ou vidéo, de même que l'équipement informatique portatif avec support de mémoire fixe ou amovible.

6. «Enquête de sécurité»: l'enquête effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité et visant à établir que toutes les conditions nécessaires à la délivrance ou au renouvellement de l'habilitation de sécurité sont réunies, en tenant compte du niveau et de l'objet de l'habilitation.
7. « Enquête de sécurité ultérieure » : l'enquête de sécurité effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre d'une procédure de retrait d'une habilitation de sécurité.
8. «Habilitation de sécurité »: l'attestation officielle établie sur la base des informations recueillies par l'Autorité nationale de Sécurité, qui autorise l'accès à des données auxquelles un certain degré de confidentialité a été attribué.
9. «Incident de sécurité»: un acte, un évènement ou une omission contraire aux règles de sécurité prévues par la présente loi.
10. «Lieu»: un local, un bâtiment ou un site.
11. «Pièce»: un document, une information, une donnée, un matériel, des matériaux ou une matière.
12. «Système d'information»: réseau de communication par lequel transitent des pièces classifiées.
13. «Utilisation»: la prise de connaissance, la détention, la conservation, le traitement, la communication, la diffusion, la reproduction, la transmission ou le transport de la pièce classifiée.
14. «Zone de sécurité»: le lieu affecté principalement au traitement et à la conservation de pièces classifiées et protégées par un système de sécurité destiné à empêcher l'accès de toute personne non autorisée.”

2° L'article 3 est remplacé comme suit:

„Art. 3. – Motifs justifiant une classification

Peuvent faire l'objet d'une classification les pièces, sous quelque forme que ce soit, dont l'utilisation inappropriée est susceptible de porter atteinte à l'un des intérêts suivants:

- a) la sécurité nationale ou la sécurité des Etats étrangers ou des organisations internationales ou supranationales avec lesquelles le Luxembourg poursuit des objectifs

communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales;

b) les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg;

c) le potentiel scientifique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Une classification ne doit être attribuée à une pièce que dans la mesure de ce qui est indispensable en vue de la protection des intérêts dont question au présent article et pour le temps nécessaire.”

3° L'article 5 est remplacé comme suit:

„Art. 5. – Autorités procédant à la classification, la déclassification et au déclassement

Sont seules habilitées à procéder à une opération de classification, de déclassement ou de déclassification, les autorités suivantes:

- les membres du Gouvernement et les fonctionnaires qu'ils délèguent à cette fin;
- le Chef d'Etat-Major de l'Armée et les officiers qu'il délègue à cette fin;
- le Directeur du Service de renseignement de l'Etat et les agents du groupe de traitement ou d'indemnité A1 du Service de renseignement qu'il délègue à cette fin;
- le Président de la Chambre des Députés et le Président de la commission de contrôle parlementaire;
- le Président de la Cour des Comptes;
- le Procureur général d'Etat et les magistrats qu'il délègue à cette fin.

L'autorité qui a décidé de la classification d'une pièce décide de son déclassement ou de sa déclassification.

A l'exception des membres du Gouvernement, du Procureur général d'Etat, du Président de la Chambre des Députés et du Président de la commission de contrôle parlementaire toute autorité procédant à la classification d'une pièce doit disposer d'une habilitation de sécurité. Elle ne peut attribuer un degré de classification en application de l'article 4 qui est supérieur au niveau de l'habilitation de sécurité dont elle est titulaire.”

4° L'article 6 est remplacé comme suit:

„Art. 6. – Classification résultant d'obligations internationales

Les pièces qui ont été classifiées, sous quelque forme que ce soit, en application de conventions ou de traités internationaux en matière d'échange et de protection réciproque de pièces classifiées qui lient le Luxembourg, conservent le niveau de classification qui leur a été attribué.

Le tableau d'équivalence annexé à la présente loi établit la correspondance entre les degrés de classification en application desdites conventions et traités internationaux qui lient le Luxembourg et les degrés de classification luxembourgeois. Ce tableau fait partie intégrante de la loi.

Les pièces classifiées échangées avec des pays avec lesquels le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas conclu une convention ou un traité international en matière d'échange et de protection réciproque de pièces classifiées, bénéficient d'un niveau de protection équivalent à celui qui leur est réservé par la législation du pays d'origine respectif.”

5° L'intitulé du chapitre 3, est remplacé par l'intitulé suivant:

„Chapitre 3. – Des mesures de protection des pièces classifiées nationales”

6° Il est inséré un article 6bis, libellé comme suit:

„Art. 6bis. – Manipulation des pièces classifiées

Les autorités visées à l'article 5 veilleront, dans leur administration respective, à ce que toute création, enregistrement, duplication, transmission, déclassé, déclassification et destruction des pièces classifiées du niveau « CONFIDENTIEL LUX », « SECRET LUX » et « TRES SECRET LUX » soit consigné dans un registre dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal.”

7° L'article 7 est remplacé comme suit:

„Art. 7. – Identification des pièces classifiées

Les pièces classifiées doivent être marquées de façon apparente, de telle sorte que leur degré de classification soit clairement visible et rapidement reconnaissable.

Si une pièce est déclassifiée ou déclassée, des marques appropriées doivent être apposées de la même manière.

„Chaque page d'une pièce classifiée sera clairement et visiblement revêtue de la mention «TRES SECRET», «SECRET», «CONFIDENTIEL» ou «RESTREINT», suivie de la mention «LUX» si la pièce est d'origine nationale, sans préjudice du maintien du caractère classifié de l'ensemble de la pièce au niveau le plus élevé renseigné par la pièce en cas de mention manquante sur une ou plusieurs pages ou de mention de degrés différents.”

8° L'article 8 est remplacé comme suit:

„Art. 8. – Mesures de sécurité physiques

Les pièces classifiées doivent faire l'objet de mesures de sécurité, notamment lors de leur élaboration, consultation, reproduction, transmission et destruction, selon les modalités ci-après.

Chaque lieu ou système de communication et d'information où sont conservées ou traitées des pièces classifiées, sera protégé par des mesures physiques de sécurité appropriées.

Pour déterminer le degré de sécurité physique à assurer, il convient de tenir compte notamment des facteurs suivants:

- a) du degré de classification des pièces;
- b) du volume et de la forme des pièces traitées;
- c) de l'évaluation du risque spécifique résultant d'activités susceptibles de porter atteinte aux intérêts définis à l'article 3.

Les pièces classifiées «SECRET LUX» et «TRES SECRET LUX» ne peuvent être conservées ou utilisées que dans des zones de sécurité spécifiquement aménagées et protégées.

Les modalités d'application concernant les mesures de sécurité sont déterminées par règlement grand-ducal.”

9° Il est inséré un article 8bis, libellé comme suit:

„Art. 8bis. – L’officier de sécurité

Au sein de chaque administration publique, établissement public, entreprise publique ou entreprise privée au sein desquelles des pièces classifiées sont manipulées, est désigné à la fonction d’officier de sécurité par le ministre compétent ou par l’organe directeur de l’entité privée concernée, un agent titulaire d’une habilitation de sécurité d’un niveau approprié. Au sein de l’administration judiciaire, cette désignation relève du Procureur général d’Etat.

L’officier de sécurité est chargé de veiller à la protection et à la sécurité des pièces classifiées au sein de l’établissement dont il relève. Dans l’exécution de sa mission, il a les pouvoirs déterminés par la présente loi.

Les officiers de sécurité sont seuls habilités à instaurer des zones de sécurité et à définir les modalités d’accès aux lieux relevant de leur responsabilité et où se trouvent des pièces classifiées.

Leurs missions sont de:

- a) assurer la sécurité des documents et des pièces classifiés;
- b) fixer les règles et consignes de sécurité à mettre en œuvre concernant les personnes et les informations ou supports classifiés à l’intérieur de l’établissement concerné, et en contrôler son application pratique;
- c) assurer la gestion des dossiers d’habilitation du personnel de l’établissement en fonction du besoin d’en connaître;
- d) tenir l’Autorité nationale de Sécurité informée de l’évolution de la situation personnelle ou professionnelle du titulaire d’une habilitation de sécurité;
- e) conserver les originaux des certificats de sécurité des personnes habilitées qui relèvent de leur compétence;
- f) vérifier la validité des habilitations de sécurité et le cas échéant gérer les demandes de renouvellement auprès de l’Autorité nationale de Sécurité;
- g) vérifier la validité des homologations de systèmes d’informations classifiés utilisés dans l’établissement dont ils relèvent et le cas échéant gérer les demandes de renouvellement auprès de l’Autorité nationale de Sécurité;
- h) notifier à l’Autorité nationale de Sécurité un relevé annuel des personnes qui ne

requièrent plus d'habilitation de sécurité;

- i) sensibiliser et informer les personnes occupant un poste qui nécessite un accès à des informations classifiées et organiser à intervalles réguliers, des formations relatives aux procédures de protection des pièces classifiées pour toute personne habilitée;
- j) informer le demandeur des types de données qui pourront être examinées ou vérifiées lors de l'enquête de sécurité, des modalités de celle-ci ainsi que des dispositions relatives à la responsabilité pénale en cas de compromission;
- k) établir à l'avance un plan détaillé de destruction des pièces classifiées en cas d'urgence liée à la situation locale ou nationale;
- l) signaler à l'Autorité nationale de Sécurité les compromissions des informations classifiées avérées ou supposées;
- m) veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de manipulation, de conservation, de reproduction et de destruction des informations classifiées;
- n) veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité physique, et;
- o) s'occuper de la gestion et de la mise à jour des annexes de sécurité dans le cadre des contrats impliquant la détention d'informations ou de supports classifiés."

10° L'article 9 est remplacé comme suit:

„Art. 9. – Accès aux pièces classifiées

Sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires, sont seules autorisées à accéder aux pièces classifiées, les personnes détentrices d'une habilitation de sécurité appropriée et qui, en raison de leurs fonctions, ont un besoin d'en connaître ou de les recevoir.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, un besoin d'en connaître ou de les recevoir est seul requis pour l'accès à une pièce classifiée au niveau «RESTREINT LUX».

Le besoin d'en connaître ou de les recevoir est déterminé par le chef d'administration ou l'organe directeur de l'entité privée dont relève la personne ayant l'intention d'avoir accès aux pièces classifiées.

Les pièces classifiées ne peuvent être exposées, lues ou consultées dans des lieux publics.

La reproduction partielle ou complète d'une pièce classifiée «TRES SECRET LUX» ne peut

avoir lieu sans l'accord préalable exprès de l'autorité qui a procédé à sa classification.”

11° L'article 10 est remplacé comme suit:

„Art. 10. – Destruction des pièces classifiées

Les pièces classifiées qui ne sont plus nécessaires sont détruites lorsqu'elles ont perdu toute utilité pour le détenteur de ces pièces, sur instruction de celui-ci ou d'une autorité compétente, sans préjudice de la législation applicable en matière d'archivage.

Si la pièce classifiée constitue une pièce d'un dossier judiciaire, la destruction ne peut avoir lieu qu'à partir de la date où l'instance judiciaire a été clôturée par une décision de justice qui a acquis force de chose jugée.

La destruction de pièces classifiées «TRES SECRET LUX» ou «SECRET LUX» est consignée dans un procès-verbal qui est rédigé et signé par l'auteur de la destruction. Ce procès-verbal est contresigné par l'officier de sécurité et est conservé, à des fins de contrôle ou d'inspection, dans le registre prévu à l'article 6bis, pendant dix ans au minimum pour les pièces classifiées «TRES SECRET LUX» et pendant cinq ans au minimum pour les pièces classifiées «SECRET LUX».”

12° L'article 11 est remplacé comme suit:

„Art. 11. – Transmission de pièces classifiées

La transmission électronique de pièces classifiées se fait exclusivement par des centres et réseaux de communication/transmission et des terminaux habilités et protégés par des systèmes cryptographiques homologués par l'Autorité nationale de Sécurité.

La transmission électronique de pièces «TRES SECRET LUX» et «SECRET LUX» est protégée par des dispositifs de protection appropriés contre les émanations électromagnétiques autorisés par l'Autorité nationale de Sécurité.

Les pièces classifiées sur support papier sont mises sous enveloppe de manière à être protégées de toute divulgation non autorisée.

Le transport de pièces classifiées «TRES SECRET LUX» se fait exclusivement par un service de courrier diplomatique.

Le transport de pièces classifiées «SECRET LUX» et «CONFIDENTIEL LUX» s'effectue par l'un des moyens suivants:

- un service de courrier diplomatique, ou
- un transport par porteur, à condition que le porteur ainsi que la société employant le porteur disposent d'une habilitation de sécurité du niveau de classification approprié.

Les pièces classifiées au niveau «RESTREINT LUX» peuvent, outre les moyens exposés aux alinéas 5 et 6, être transportées par des services postaux ou par des services de courrier commercial par voie de courrier recommandé avec accusé de réception.

L'autorité qui a procédé à la classification d'un document doit être en mesure de rendre compte à l'Autorité nationale de Sécurité de l'identité des personnes auxquelles elle transmet ces pièces.”

13° L'article 12 est remplacé comme suit:

„Art. 12. – Commission consultative en matière de protection des pièces classifiées

Il est institué, sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre d'Etat, une commission appelée à:

- conseiller le Gouvernement en matière de protection des pièces classifiées, sous quelque forme que ce soit, et notamment des informations traitées ou transmises dans des systèmes de communication d'informations et d'autres systèmes électroniques;
- conseiller les administrations, services et établissements publics dans l'application des mesures de sécurité afférentes;
- assurer la liaison avec les instances correspondantes assumant les mêmes tâches dans les organisations internationales, intergouvernementales ou supranationales;
- suivre l'évolution des techniques en la matière;
- suivre l'évolution des menaces en matière de protection des pièces classifiées.

Les modalités de fonctionnement et la composition de la commission sont arrêtées par règlement grand-ducal.”

14° L'article 13 est remplacé comme suit:

„Art. 13. – Atteintes à la sécurité des pièces classifiées

En cas d'incident de sécurité ou de compromission d'une pièce classifiée, l'officier de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité, ainsi que l'autorité qui a procédé à la classification de la pièce doivent être immédiatement avertis.

L'officier de sécurité doit également être averti dans les meilleurs délais en cas d'incident ou de compromission.

L'officier de sécurité procède à une enquête et informe des résultats y afférents l'Autorité nationale de Sécurité et la personne qui dirige l'administration, le service ou l'organisme au sein de laquelle il veille à l'observation des règles de sécurité.”

15° L'article 14 est remplacé comme suit:

„Art. 14. – Personnes soumises à habilitation

Pour assurer la protection des intérêts énumérés à l'article 3, toutes les personnes exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées, y compris celles émises par des organisations internationales dans le cadre des règles de sécurité les concernant, l'accès à des locaux, des bâtiments ou des sites où sont créées, traitées ou conservées des pièces classifiées ou qui participent à l'exécution d'un contrat classifié ou d'un marché public qui comporte l'utilisation de pièces classifiées doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité.

Par exception à l'alinéa qui précède, sont exemptés de l'obligation d'être titulaire d'une habilitation de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions:

- les membres du Gouvernement;
- les membres de la commission de contrôle parlementaire visée à l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat;
- les magistrats membres de la commission prévue à l'article 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;
- les membres de l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- les élus de la Chambre des députés, qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à prendre connaissance de pièces classifiées;
- les élus représentants du Luxembourg au sein du Parlement européen qui, en vertu de leurs fonctions internationales ou européennes, sont appelés à prendre connaissance de pièces classifiées, sans préjudice des règles spécifiques mises en place par les organisations internationales ou européennes auprès desquelles ils exercent leurs fonctions.”

16° L'article 15 est remplacé comme suit:

„Art. 15. – Conditions d'octroi, de renouvellement ou de retrait

(1) Une habilitation de sécurité peut être délivrée ou renouvelée à:

- une personne physique qui présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité;
- une personne morale qui présente des garanties suffisantes, quant aux moyens matériels et techniques et aux méthodes utilisées pour protéger les pièces classifiées et quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité des organes susceptibles d'avoir accès à ces pièces.

L'habilitation de sécurité n'est délivrée ou renouvelée qu'aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.

(2) Une habilitation de sécurité peut être retirée à une personne physique ou morale qui ne présente plus les garanties suffisantes définies au paragraphe 1^{er}.

Le retrait d'une habilitation de sécurité est soumis à la procédure d'enquête de sécurité ultérieure.

(3) L'autorité adjudicatrice est tenue d'informer l'Autorité nationale de Sécurité au préalable de la passation d'un contrat classifié, respectivement de tout marché public au sens de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, si ce marché concerne ou se base sur des pièces classifiées.”

17° L'article 16 est remplacé comme suit:

„Art. 16. – Niveau des habilitations de sécurité

Les niveaux des habilitations de sécurité sont:

- «TRES SECRET LUX»;
- «SECRET LUX»;
- «CONFIDENTIEL LUX».

Le niveau de l'habilitation de sécurité est déterminé par le degré de classification des pièces auxquelles le titulaire doit accéder pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission. La demande d'habilitation de sécurité veillera à apprécier correctement le niveau du besoin d'en connaître en préférant le niveau inférieur.”

18° L'article 17 est remplacé comme suit:

„Art. 17. – Durée de validité de l'habilitation de sécurité

Sans préjudice d'un retrait d'une habilitation de sécurité en cours de validité au sens de l'article 15 paragraphe 2, la durée de validité de l'habilitation de sécurité pour les personnes physiques ne dépassera pas cinq ans pour les habilitations du niveau «TRES SECRET LUX» et dix ans pour les autres habilitations, à compter de la date de l'émission de l'habilitation de sécurité.

La durée de validité de l'habilitation de sécurité délivrée dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat classifié est limitée à la période couvrant la durée d'exécution de ce marché public ou de ce contrat classifié sans que la durée maximale n'excède cinq ans.

Le renouvellement de l'habilitation de sécurité de la même durée telle que définie à l'alinéa 1^{er} est subordonné à la réalisation d'une nouvelle enquête de sécurité.”

19° L'article 18 est remplacé comme suit:

„Art. 18. – Instructions relatives à la protection des pièces classifiées

Toute personne habilitée sera informée par l'officier de sécurité désigné, au moment de la remise de la copie du certificat de sécurité et par la suite, à intervalles réguliers, des règles en matière de protection des pièces classifiées.

Au moment de la remise du certificat de sécurité, la personne habilitée doit signer une déclaration confirmant qu'elle a reçu ces instructions et préciser qu'elle s'engage à les respecter.

A la date d'échéance définitive de l'habilitation de sécurité, à la date de la décision de retrait ou de refus de renouvellement de l'habilitation de sécurité ou à la date de cessation d'activités requérant l'accès à des pièces classifiées de la personne habilitée, cette dernière doit retourner la copie du certificat de sécurité à l'officier de sécurité."

20° L'article 19 est modifié comme suit :

« Art. 19.- Statut

Les fonctions de l'Autorité nationale de Sécurité sont assumées par le service de renseignement de l'Etat. »

21° L'article 20 est remplacé comme suit:

„Art. 20. – Missions

Dans le cadre de ses missions, l'Autorité nationale de Sécurité assume les activités suivantes:

- veiller à la sécurité des pièces classifiées dans les entités civiles et militaires,
- veiller à l'application des règlements de sécurité nationaux et internationaux,
- veiller à ce que les contractants et les sous-traitants immatriculés sur le territoire national prennent toutes les mesures appropriées pour protéger les pièces classifiées dans le cadre de négociations précontractuelles et tout au long de la durée d'exécution des contrats classifiés;
- homologuer les réseaux et les systèmes de communication, d'information et de transmission protégés ainsi que les lieux destinés au traitement et à la conservation des pièces classifiées;
- procéder à des inspections périodiques relatives à la sécurité des pièces classifiées et en informer la commission consultative prévue à l'article 12;

- assurer la liaison avec les autorités nationales de sécurité des autres pays, particulièrement avec celles des pays faisant partie des organisations internationales dont le Luxembourg est membre;
- effectuer les enquêtes de sécurité au titre de l'article 14 de la présente loi;
- effectuer les enquêtes de sécurité demandées par des organisations internationales ou des services de sécurité étrangers en application de traités ou d'accords internationaux ; les enquêtes de sécurité étant effectuées d'après les modalités prévues par la présente loi.
- veiller à la formation des officiers de sécurité."

22° L'article 21 est remplacé comme suit:

„Art. 21. – Portée de l'enquête

1 L'enquête de sécurité a pour but de déterminer, en application des critères d'appréciation prévus à l'article 24bis, si la personne physique ou morale présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour les intérêts mentionnés à l'article 3.

Les critères d'appréciation des garanties exigées par la présente loi seront conformes à ceux définies dans le cadre des accords de sécurité avec les organisations internationales auxquelles le Luxembourg est partie.

2 L'enquête relative aux personnes morales peut notamment porter sur les administrateurs, gérants, préposés à l'administration ou à la gestion, l'actionnariat de la société, les personnes qui mettent en œuvre le contrat, l'étude ou la production classifiée ainsi que la personne appelée à assumer les fonctions d'officier de sécurité.

3 L'envergure de l'enquête de sécurité varie en fonction du niveau de l'habilitation de sécurité requise.

L'instruction du dossier d'habilitation remontera au moins cinq ans en arrière concernant des demandes d'habilitation du niveau «CONFIDENTIEL LUX» et «SECRET LUX» et dix ans concernant des demandes du niveau «TRES SECRET», ou couvrira les années écoulées depuis que le demandeur a atteint l'âge de dix-huit ans révolus, selon la période la plus courte.

4 Dans le cadre des enquêtes de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité peut recueillir des

données relatives à l'état civil, à la solvabilité, à la situation sociale et professionnelle tant actuelle que passée, à la fiabilité et à la réputation, et à la vulnérabilité à l'égard de pressions de la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est sollicitée.

L'Autorité nationale de Sécurité peut également s'adresser par écrit au chef de l'administration ou à l'organe directeur de l'entité privée dont relève la personne pour avoir des renseignements professionnels, qui répond par écrit à cette demande.

5 Les modalités concernant les enquêtes de sécurité seront fixées par règlement grand-ducal."

23° Il est inséré un article 21bis, libellé comme suit:

„Art. 21bis. – Procédure de l'enquête

1. L'enquête de sécurité est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité suite à la demande écrite du chef de l'administration, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de l'organe directeur de l'entreprise privée dont relève la personne qui sera appelée à traiter les pièces classifiées. Cette demande est transmise par l'officier de sécurité désigné à l'Autorité nationale de sécurité. Une fois la demande introduite, l'intéressé a accès à un questionnaire de sécurité électronique couvrant les données visées à l'article 21. Ce questionnaire est à remplir et à signer par l'intéressé et à faire parvenir à l'Autorité nationale de sécurité.

La personne ayant fait une demande en obtention d'une habilitation est tenue de remplir intégralement ce questionnaire, en donnant les informations sollicitées avec précision. Par sa signature, elle certifie que les données fournies sont exactes et véridiques.

Toute personne soumise à une enquête de sécurité doit donner au préalable son consentement en vue de la réalisation de l'enquête.

La personne qui ne consent pas à faire l'objet d'une enquête de sécurité en ne remplissant pas ou en ne signant pas le questionnaire électronique d'obtention d'une habilitation de sécurité ou qui refuse de concourir à l'enquête de sécurité, se voit refuser la délivrance de l'habilitation de sécurité sollicitée.

Si l'habilitation est requise pour l'accès à un emploi, une fonction ou un grade, le refus de concourir à l'enquête de sécurité par la personne concernée met automatiquement fin à la procédure de recrutement, d'engagement, de nomination ou de promotion.

2. Une enquête de sécurité ultérieure est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité pour vérifier les informations suggérant que le titulaire d'une habilitation n'offre plus les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2.

Le consentement visé au paragraphe 1^{er} n'est pas requis pour la réalisation d'une enquête de sécurité ultérieure. L'enquête de sécurité ultérieure est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité suite à la demande écrite du chef de l'administration, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de l'organe directeur de l'entreprise privée dont relève la personne, de l'officier de sécurité concerné ou sur propre initiative de l'Autorité nationale de Sécurité suite au signalement d'éléments de vulnérabilités susceptibles de mettre en cause les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2.

L'exécution de l'enquête de sécurité ultérieure est soumise aux mêmes modalités et critères appliqués à l'enquête de sécurité dans le cadre d'une demande initiale d'habilitation de sécurité ou une demande de renouvellement d'habilitation de sécurité au sens de l'article 15 paragraphe 1^{er}.

3. Lorsque la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est requise, transite ou séjourne à l'étranger ou y a transité, séjourné ou résidé, l'Autorité nationale de Sécurité peut solliciter la collaboration des autorités compétentes compétents des pays concernés. A l'inverse, la collaboration de l'Autorité nationale de Sécurité peut être sollicitée par les autorités compétentes étrangères, lorsque la personne, pour laquelle l'habilitation de sécurité est requise en vertu de la loi étrangère, transite ou séjourne au Luxembourg ou y a transité, séjourné ou résidé.

Lorsque l'Autorité nationale de Sécurité n'obtient pas d'informations permettant une appréciation de l'existence des garanties nécessaires quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité de la personne, elle peut proposer le refus ou le retrait de délivrance de l'habilitation de sécurité nationale.

4. Si l'Autorité nationale de Sécurité le juge nécessaire à l'analyse du dossier, l'enquêteur demande à l'intéressé de se présenter à un entretien."

24° L'article 22 est remplacé comme suit:

„Art. 22. – Accès aux banques de données par l'Autorité nationale de Sécurité

(1) Dans le cadre des enquêtes de sécurité ou des enquêtes de sécurité ultérieures, l'Autorité nationale de Sécurité a accès direct, par un système informatique, aux traitements des données à caractère personnel suivants:

- a) le registre national des personnes physiques créé par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ;
- b) le répertoire général des personnes morales créé par la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;
- c) le fichier relatif aux affiliations des salariés, des indépendants et des employeurs géré par le Centre commun de la sécurité sociale sur base de l'article 321 du Codes des assurances sociales, à l'exclusion de toutes les données relatives à la santé;
- d) le fichier des étrangers exploité pour le compte du service des étrangers du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions;
- e) le fichier des demandeurs de visa exploité pour le compte du ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions;
- f) le fichier des autorisations d'établissement exploité pour le compte du ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions;
- g) le fichier des armes prohibées du ministre ayant la Justice dans ses attributions;
- h) la partie « recherche » de la banque de données nominatives de police générale.

Lorsque la partie «recherche» de la banque de données nominatives de police générale indique l'existence d'une inscription, l'Autorité nationale de Sécurité peut s'adresser par écrit au procureur général d'Etat pour obtenir la communication des données inscrites à la partie «documentaire» de la banque de données nominatives de police générale. Le procureur général d'Etat ou le procureur d'Etat délégué à cette fin par le procureur général d'Etat communique à l'ANS tous les renseignements relatifs à la nature des faits faisant l'objet du procès-verbal ou du rapport visé à la demande de l'ANS et les suites judiciaires qui lui ont été réservées, par rapport à la personne concernée pour la période remontant cinq ans en arrière concernant les demandes d'habilitation de sécurité du niveau «CONFIDENTIEL LUX» et «SECRET LUX» et pour la période remontant dix ans en arrière concernant les demandes d'habilitation de sécurité du niveau «TRES SECRET LUX», ou les années écoulées depuis que le demandeur a atteint l'âge de dix-huit ans révolus, selon la période la plus courte, pour autant que ces renseignements soient nécessaires pour l'appréciation des garanties nécessaires quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité de la personne.

Si le procureur général d'Etat ou le procureur d'Etat délégué à cette fin estime que les renseignements inscrits à la partie «documentaire» de la banque de données nominatives de police générale ne sont pas de nature à mettre en cause ces garanties, il en fera part à l'ANS

sans devoir ni communiquer lesdits renseignements ni motiver sa réponse. Dans ce cas, il ne pourra pas y avoir de refus ou de retrait de l'habilitation de sécurité, à moins que d'autres éléments apparus pendant l'enquête ne le justifient.

(2) L'accès visé au paragraphe 1^{er} ci-dessus est soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle visée à l'article 17 paragraphe 2 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. En vue de la surveillance exercée par cette autorité de contrôle, l'Autorité nationale de Sécurité met en œuvre les moyens techniques permettant de garantir le caractère retraçable de l'accès.

A cette fin, le système informatique par lequel l'accès direct est opéré doit être aménagé de sorte que:

- a) le membre de l'Autorité nationale de Sécurité ne puisse consulter les traitements de données à caractère personnel visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus que pour un motif précis en indiquant son identifiant numérique personnel, et
- b) les informations consultées, la date et l'heure de la consultation puissent être retracées.

(3) Les données collectées par l'Autorité nationale de Sécurité ne peuvent servir qu'à la réalisation des missions déterminées à l'article 20 et les consultations se font dans le respect du principe de proportionnalité et de nécessité."

25° L'article 23 est remplacé comme suit:

„Art. 23. – Traitement des données recueillies

(1) Le traitement, par l'Autorité nationale de Sécurité, des informations collectées dans le cadre de ses missions est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal tel que prévu à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(2) Les données recueillies par l'Autorité nationale de Sécurité ne peuvent servir qu'à la réalisation des missions déterminées à l'article 20.

Les données de l'enquête ne doivent pas être incorporées dans le dossier personnel de l'agent qui a fait l'objet d'une enquête de sécurité.

(3) Les données relatives à l'enquête de sécurité sont détruites ou effacées conformément aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Après l'effacement des données à caractère personnel et dans un but de retraçage et de protection des preuves dans l'intérêt de l'article 13 de la présente loi, une fiche succincte sera conservée pendant un délai de cinq ans. Celle-ci contient les informations suivantes:

- a) le(s) nom(s), prénom(s), date et lieu de naissance, nationalité(s) du demandeur d'habilitation;
- b) la durée et la nature de l'habilitation de sécurité;
- c) les informations quant à un renouvellement, retrait ou refus d'habilitation de sécurité;
- d) la déclaration de responsabilité signée par le demandeur d'habilitation au sens de l'article 20;
- e) la décision finale du Premier Ministre visée à l'article 25;
- f) le cas échéant la décision de justice définitive en cas de recours en annulation exercé par le demandeur."

26° Il est inséré un article 24bis, libellé comme suit:

„Art. 24bis. – Critères d'appréciation

Afin de vérifier les garanties prévues à l'article 21, l'Autorité nationale de Sécurité prend en considération les éléments suivants:

- a) les données relatives à l'état civil, à la nationalité, à l'adresse, à la date et au lieu de naissance de l'intéressé ;
- b) les éléments figurant aux banques de données visées à l'article 22 de la présente loi;
- c) l'insolvabilité de l'intéressé;
- d) l'appartenance de l'intéressé à un groupement considéré comme terroriste ou extrémiste;

- e) la relation de l'intéressé avec des personnes suspectées d'agir au nom de ou d'obéir aux ordres d'un service secret étranger et qui peuvent menacer la sécurité nationale;
- f) les éléments relatifs au parcours scolaire du demandeur;
- g) les éléments relatifs à la situation professionnelle actuelle et antérieure de l'intéressé;
- h) les services de l'intéressé dans les forces armées dont notamment l'existence de procédures disciplinaires, des évaluations négatives de l'intéressé par ses supérieurs hiérarchiques et la vérification des conditions dans lesquelles il/elle a été libéré(e);
- i) les problèmes d'adjouvance pouvant altérer le discernement de l'intéressé;
- j) les voyages et les déplacements fréquents de l'intéressé dans des pays pour lesquels il existe un risque de sécurité en relation directe avec les garanties prévues à l'article 21;
- k) la mise en accusation dans des affaires judiciaires, y compris des affaires de mœurs;
- l) l'existence d'une maladie mentale ou toute autre maladie pouvant altérer le discernement;
- m) l'existence d'un ou de plusieurs antécédents judiciaires, policiers ou disciplinaires de l'intéressé ;
- n) l'existence d'un ou de plusieurs incidents de sécurité (en cas d'une demande de renouvellement ou de retrait de l'habilitation de sécurité);
- o) le fait de faire des fausses déclarations en remplissant le questionnaire de sécurité ou au cours d'un entretien avec les enquêteurs de l'Autorité nationale de Sécurité.”

27° Les articles 25 et 26 sont abrogés.

28° L'intitulé de la section 4 est remplacé par l'intitulé suivant:

„Section 4 – Procédure d'octroi et de retrait de l'habilitation de sécurité et voies de recours”

29° L'article 27 en devient l'article 25, étant entendu que cet article est remplacé comme suit:

„Art. 25. – Décision d'octroi et de retrait de l'habilitation de sécurité

(1) Sur la base des résultats de l'enquête de sécurité ou de l'enquête de sécurité ultérieure, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, décide de l'octroi ou du retrait d'une habilitation de sécurité. La décision motivée du Premier Ministre est notifiée au requérant par l'officier de sécurité.

Dans les cas où l'enquête de sécurité de l'Autorité nationale de Sécurité ne permet pas de dégager des informations tangibles permettant de déterminer l'existence de garanties suffisantes visées aux articles 15 et 21, le Premier Ministre peut refuser la délivrance ou procéder au retrait de l'habilitation de sécurité.

(2) Toute décision de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité est prise suite à un avis motivé d'une commission composée de trois fonctionnaires désignés respectivement par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.

La commission désignera en son sein, pour une durée de trois ans, son Président qui représentera la commission.

Les membres de la commission doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité du niveau «TRES SECRET». Ils sont liés par le secret professionnel défini à l'article 16 de la loi portant organisation du Service de renseignement de l'Etat.

La commission se fait remettre par l'Autorité nationale de Sécurité le rapport d'enquête.

Si elle l'estime utile, la commission se fait communiquer par l'Autorité nationale de Sécurité le dossier d'enquête dans son intégralité.

La commission peut aussi requérir la communication de toute information complémentaire qu'elle juge utile.

A cette fin, la commission peut entendre un membre de l'Autorité nationale de Sécurité.”

La personne qui a fait l'objet de l'enquête de sécurité pourra être entendue par la commission et y présenter ses observations. L'avis émis par la commission à l'intention du Premier Ministre ne lui est pas communiqué.

(3) La personne qui s'est vu refuser ou retirer l'habilitation de sécurité peut, sur demande écrite, à adresser à la commission instituée par l'article 25, solliciter du Premier Ministre, Ministre d'Etat l'accès au dossier sur lequel est fondée sa décision.

Le requérant pourra, à cette fin, consulter toutes les pièces du dossier à l'exception des pièces révélant ou susceptibles de révéler les sources d'information au sens de l'article 5 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du service de renseignement de l'Etat. Le contenu essentiel de ces pièces lui est cependant communiqué par écrit.

L'avis émis par la commission à l'intention du Premier Ministre, Ministre d'Etat n'est pas communiqué au requérant."

30° L'article 28 est abrogé.

31° L'article 29 en devient l'article 26.

32° Il est inséré après l'article 26 un nouveau chapitre 5 libellé comme suit:

„Chapitre 5 – Dispositions pénales

Art. 27. – Sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 251 euros à 125.000 euros toute personne qui, sciemment et en méconnaissance des règles de sécurité établies par le chapitre 3 de la présente loi aura causé, directement ou indirectement, la compromission d'une ou de plusieurs pièces classifiées.

Si le fait a été commis, soit dans l'intention de nuire aux intérêts protégés, soit pour se procurer un avantage illicite, il sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 250.000 euros."

33° L'annexe à la loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité est remplacée par le tableau de correspondance libellé comme suit :

« Tableau de correspondance entre les degrés de classification en application de conventions et traités internationaux qui lient le Luxembourg et les degrés de classification luxembourgeois

Luxembourg	<i>TRES SECRET LUX</i>	<i>SECRET LUX</i>	<i>CONFIDENTIEL LUX</i>	<i>RESTREINT LUX</i>
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	<i>COSMIC TRES SECRET</i>	<i>OTAN SECRET</i>	<i>OTAN CONFIDENTIEL</i>	<i>OTAN DIFFUSION RESTREINTE</i>
Eurocontrol	<i>./.</i>	<i>EUROCONTROL SECRET</i>	<i>EUROCONTROL CONFIDENTIEL</i>	<i>EUROCONTROL DIFFUSION RESTREINTE</i>
Euratom	<i>EURA TRES SECRET</i>	<i>EURA SECRET</i>	<i>EURA CONFIDENTIEL</i>	<i>EURA DIFFUSION RESTREINTE</i>
Union Européenne	<i>TRES SECRET UE/EU TOP SECRET</i>	<i>SECRET UE/EU SECRET</i>	<i>CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL</i>	<i>RESTREINT UE/EU RESTRICTED</i>
Agence spatiale européenne	<i>TRES SECRET ESA</i>	<i>SECRET ESA</i>	<i>CONFIDENTIEL ESA</i>	<i>DIFFUSION RESTREINTE ESA</i>
Eurocorps	<i>EUROCOR TRES SECRET</i>	<i>EUROCOR SECRET</i>	<i>EUROCOR CONFIDENTIEL</i>	<i>EUROCOR DIFFUSION RESTREINTE</i>

Art. II. Le Code pénal est modifié comme suit:

1° L'article 120 quinquies est abrogé.

2° À l'article 120 sexies, le troisième alinéa est abrogé.

Art. III. La présente loi entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit sa publication au Mémorial.

II. Exposé des motifs

Le présent projet de loi vise principalement à modifier la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité dans le but de renforcer la sécurité juridique de la protection des pièces classifiées sur le territoire luxembourgeois et, accessoirement, à modifier une disposition désuète du Code pénal.

De manière générale, cette loi a atteint les objectifs escomptés. Les structures et les procédures de protection des pièces classifiées mises en place au Luxembourg avec la prédite loi ont été largement validées au cours de la période écoulée depuis 2004. Les règles de classification, l'enquête de sécurité et la procédure d'octroi ou de refus de l'habilitation de sécurité, l'instauration d'une Commission consultative, la définition des missions de l'Autorité nationale de Sécurité (dénommée ci-après « l'ANS ») et la possibilité d'un recours judiciaire ont largement contribué à doter le Luxembourg des moyens qu'il nécessite afin de protéger les pièces classifiées.

L'évolution économique du Luxembourg, la création d'une véritable société de l'information et du savoir, les développements de l'informatique ainsi que les expériences que l'ANS a pu relever au cours de l'exercice de ses missions depuis 2004, font cependant constater la désuétude de certaines dispositions de la loi de 2004 et dès lors la nécessité d'une révision et d'une modernisation de la loi en question.

L'expérience acquise depuis 2004 montre qu'à côté d'une expérience largement positive, certains aspects de la protection des pièces, les responsabilités des uns et des autres, personnes individuelles et pouvoirs publics utilisateurs de pièces classifiées ainsi que la partie de l'enquête de sécurité nécessaire à l'habilitation de sécurité gagnent à être précisés.

Tandis qu'en 2004 les informations classifiées se limitaient presque exclusivement aux documents classifiés sur support papier, la protection des pièces classifiées s'étend de nos jours aux moyens informatiques et électroniques servant à leur élaboration, leur traitement, leur stockage et leur transmission. La menace constante d'une attaque informatique multiforme et la possibilité, à tout moment, de compromission à l'insu même de l'utilisateur, exigent en réponse des règles de sécurité des systèmes d'information adaptés à l'évolution rapide des techniques et un degré d'expertise fortement développé, diffusé auprès de tous les acteurs publics ou privés.

De même, l'utilisation croissante des pièces classifiées au sein des entreprises et entités privées économiques, industrielles et scientifiques ajoute une dimension privée grandissante aux pièces utilisées au sein de l'administration publique. Le véritable essor économique des marchés publics classifiés a fait augmenter la nécessité pour des entreprises privées de disposer des garanties nécessaires au traitement de pièces classifiées. Ces entreprises désirent participer aux marchés publics qui visent des travaux ou des activités de développement de technologies relatives à la

sécurité, à la défense ou aux autres aspects classifiés. Ces marchés incluent des contrats richement dotés que le secteur privé entend investir dans le cadre des contrats sécurisés. En 2004, le nombre d'informations classifiées circulant au sein des organismes privés était nettement moins élevé qu'il ne l'est aujourd'hui.

Le premier objectif de la nouvelle loi sur la protection des pièces classifiées est d'y intégrer les dispositions nécessaires à la protection des pièces dans le secteur privé. Par ailleurs, les entreprises privées et l'administration publique transmettent majoritairement leurs pièces de manière électronique. Ceci est devenu le premier mode de communication, le transport par coffre ou par courrier étant en nette diminution. Face à la croissance spectaculaire des attaques électroniques, la vulnérabilité technologique des systèmes informatiques et une certaine négligence des utilisateurs, il est jugé nécessaire d'intégrer cette dimension technologique nouvelle dans la loi afin d'accorder à l'ANS une mission directe et explicite dans la sécurisation des réseaux de l'Etat par lesquels transitent les pièces classifiées, sans préjudice du rôle d'autres administrations publiques, telle le CTIE qui assume depuis fin 2015 les missions attribuées auparavant au Centre de Communications du Gouvernement. Ici, le rôle de l'ANS est d'homologuer les réseaux de communication informatiques utilisés par l'Etat pour transmettre des informations classifiées, qu'elles appartiennent à l'Etat luxembourgeois, à des organisations internationales ou à d'autres Etats. La mission de l'ANS est de certifier la conformité des réseaux publics luxembourgeois, donc de vérifier que la mise en service et les règles de sécurité correspondent aux règles édictées par les autorités luxembourgeoises ou par d'autres entités.

De manière plus générale, l'ANS constate une augmentation notable du volume des pièces classifiées et de la diffusion de ces pièces au sein des ministères et administrations. Par conséquent, le besoin d'assurer de manière plus efficace la traçabilité et la sécurité de ces flux est croissant. Il en résulte un besoin de modification et de raffermissement du rôle de l'ANS afin que la sécurité des pièces puisse être assurée par une autorité spécifiquement désignée et titulaire de l'ensemble des prérogatives nécessaire à la protection de la pièce tout au long de son cycle de vie : création, diffusion, destruction. Dans ce domaine, les organisations internationales auxquelles le Luxembourg est partie ont également rendu plus contraignantes les règles de sécurité. Il en est de même pour d'autres Etats, qui ont mis à jour les règles nationales. Compte tenu de l'importance des échanges et des relations internationales du Luxembourg, de l'imbrication de ses administrations publiques dans le concert des relations internationales, il est important de mettre à jour, de manière visible, son cadre législatif.

L'expérience depuis 2004, y compris les inspections internationales de l'OTAN et de l'UE de la situation au Luxembourg, a montré que le risque de la vulnérabilité des pièces et informations classifiées peut résulter tant du facteur humain (négligence ou compromission intentionnelle), que du facteur technologique (systèmes non strictement sécurisés), que du facteur procédural (procédures incomplètes, mal connues, mal assimilées, mal appliquées), que de la confusion des

rôles entre différentes autorités responsables. Dès lors, le but de l'introduction de la nouvelle loi est de replacer l'ANS au cœur du dispositif de la protection des pièces classifiées, en clarifiant son rôle et en complétant son autorité.

Il importe de souligner ensuite l'absence, dans la loi de 2004, d'une référence aux systèmes d'informations.

Les systèmes d'informations classifiés nationaux sont devenus l'outil général de communication, de traitement et de stockage d'informations classifiées tant nationales que celles relevant d'institutions internationales (par exemple celles de l'Union européenne ou de l'OTAN). Le Luxembourg s'est engagé à respecter les bonnes pratiques et règlements de sécurité définis par ces institutions internationales concernant ces systèmes d'informations classifiés. Le Luxembourg devra donc tenir compte de l'évolution des normes et des procédures et la vérification de la mise en œuvre des règles devra être renforcée.

Enfin, la révision de la loi de 2004 est dictée par les nombreuses évolutions du cadre juridique au niveau européen et international, dont notamment la mise en place d'un règlement de sécurité au niveau du Conseil de l'Union européenne le 23 septembre 2013 ayant force de loi au Luxembourg depuis la loi du 18 juillet 2014 portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011, ainsi que les nombreux remaniements des directives de sécurité de l'Organisation du traité de l'Atlantique du Nord (dénommée ci-après « l'OTAN »). Le Luxembourg apparaît désormais comme l'une des dernières nations à ne point disposer d'un cadre normatif national propre adapté aux évolutions européennes et internationales.

Le Gouvernement propose donc par le présent projet de loi d'adapter les règles générales mises en place par la loi de 2004 aux nouveaux enjeux de la société économique et industrielle, aux évolutions européennes et internationales comme aux pratiques suscitées par les nouveaux moyens techniques technologiques.

Plus précisément, les objectifs majeurs de la réforme peuvent être résumés comme suit :

1. Simplifier le cadre juridique existant et l'adapter aux évolutions européennes et internationales ;
2. Renforcer et clarifier les missions de l'Autorité nationale de Sécurité ;
3. Responsabiliser davantage les détenteurs de pièces classifiées et permettre l'adoption de mesures dissuasives et préventives destinées à écarter toute possibilité de compromission des pièces classifiées, en particulier quand ces informations n'appartiennent pas, au sens juridique, au Luxembourg.

1. Raffermissement des normes européennes et internationales.

1.1 Evolution des textes européens et internationaux.

Il s'entend que le dispositif légal en place doit tenir compte des recommandations émises en la matière par les autorités européennes et internationales. En effet, l'Union européenne et l'OTAN s'emploient à harmoniser, moyennant des accords ou règlements de sécurité, les mesures de protection par l'introduction de standards minimaux que les Etats membres doivent respecter afin qu'un degré minimal de sécurité soit assuré dans chaque Etat. Ces textes ont d'ores et déjà été énoncés et commentés dans l'exposé des motifs de la loi du 15 juin 2004.

Force est de constater néanmoins que ces textes ont largement évolué depuis 2004.

En effet, la nouvelle décision du Conseil de l'Union européenne du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne¹ et les modifications opérées par l'OTAN à ses directives de sécurité² ont sensiblement modifié les fondements législatifs de la protection des pièces classifiées.

Dans le même contexte, les principes de base de protection des informations classifiées ont fait l'objet d'un nouvel accord intergouvernemental élaboré fin 2008 par les 27 Etats membres de l'Union européenne.

Toutes ces évolutions sont dictées par la préoccupation principale de veiller à la sécurité et la protection des pièces classifiées, propriété légale d'organisations internationales ou de pays tiers. Tant l'Union européenne que l'OTAN et les principaux partenaires du Luxembourg mettent à jour régulièrement la protection des pièces classifiées afin d'éviter les négligences, les compromissions, voire les vols d'informations sensibles. Dans ce contexte, le Luxembourg doit veiller à demeurer à niveau de ces évolutions.

De même, depuis l'élaboration de ces nouveaux textes, l'Autorité nationale de Sécurité a relevé un accroissement considérable des échanges d'informations classifiées au niveau national, au niveau européen ou au niveau international, ce qui nécessite donc un encadrement juridique plus strict de la protection des pièces classifiées. Avec la multiplication des crises internationales et l'implication de l'Union européenne et de l'OTAN dans la résolution de ces diverses crises, le volume des pièces classifiées augmente. Le déploiement de la politique européenne de sécurité et de défense et du service européen pour l'action extérieure, l'accès à des informations sensibles que l'Union européenne communiquera au Luxembourg ira croissant. Si notre pays veut continuer à recevoir des informations sensibles et privilégiées, souvent classifiées, de la part de

¹ 2013/488/UE.

² Directive sur la sécurité personnelle du 7 janvier 2013 (AC/35-D/2000-REV7), directive sur la sécurité physique du 7 janvier 2008 (AC/35-D/2001-REV2), directive sur la sécurité de l'information du 17 janvier 2012 (AC/35-D/2002-REV4) et la directive INFOSEC du 15 novembre 2013 (AC/35-D/2004-REV3).

ses partenaires internationaux, il doit susciter la confiance de ces derniers. La confiance tient aux règles physiques et juridiques de la protection des pièces.

Il est de l'intérêt des relations internationales du Luxembourg que ce dernier soit à même de recevoir et de donner des informations sensibles au sein de la communauté internationale à laquelle notre pays est pleinement intégré. Toute compromission au Luxembourg d'informations appartenant à des organisations internationales ou à de pays tiers aurait des répercussions sur les relations diplomatiques du Luxembourg.

Enfin, la loi tente également de mieux encadrer les informations classifiées d'origine nationale afin d'éviter qu'elles soient diffusées à des personnes non habilitées pour en prendre connaissance.

Pour que le Luxembourg soit capable de remplir ces nouvelles obligations européennes et internationales qui lui incombent en vertu tant des traités européens que ceux de l'OTAN et de l'UE et en vue de lui permettre de mieux protéger ses données classifiées, il est apparu important de réviser la législation nationale y afférente.

Il convient de souligner dans ce contexte d'ailleurs, que les obligations européennes et internationales du Luxembourg sont régulièrement vérifiées à la faveur d'inspections de sécurité. Celles-ci visent à s'assurer que le Luxembourg respecte les normes européennes et internationales et que les informations détenues par les autorités luxembourgeoises qui sont la propriété respectivement d'organisations internationales ou de pays partenaires sont proprement protégées.

Le Bureau de Sécurité du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne a d'ailleurs effectué la dernière inspection de sécurité du Luxembourg du 22 au 24 octobre 2013 et a énoncé toute une série de critiques dans son rapport parvenu à l'ANS en date du 8 janvier 2014. Il demande notamment à ce que des améliorations législatives pour fixer les normes, règles et procédures relatives à la protection des pièces classifiées soient effectuées.

Ces inspections font également ressortir régulièrement que des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne le retraçage des pièces classifiées ainsi que la responsabilisation et sensibilisation des intervenants.

La modification de la loi du 15 juin 2004 pourra dès lors s'inscrire dans l'élaboration d'une série de mesures correctives mises en œuvre par l'Autorité nationale de Sécurité ainsi que les ministères et administrations concernés par le rapport du Bureau de Sécurité du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

Le Gouvernement a ainsi jugé nécessaire de modifier la loi de 2004 pour l'adapter aux nouvelles recommandations européennes et internationales et de prévoir des ancrages législatifs aux futures mesures de sécurité nationales que l'ANS aura à élaborer.

1.2 Coopération avec les pays voisins

Dès lors que tous les Etats protègent leurs pièces classifiées, le Luxembourg, au titre des accords de sécurité qu'il a conclus ou autres traités et conventions internationales, est tenu de garantir, à charge de réciprocité, la protection des pièces classifiées qui lui sont transmises par les Etats partis (cf. liste des textes signés par le Luxembourg en annexe 2).

Dans un but d'amélioration des échanges et du partage avec ces autorités partenaires, le Luxembourg est soucieux de se doter de règles similaires à celles de ses pays voisins.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement a proposé dans le projet de loi de supprimer l'obligation d'une habilitation de sécurité pour avoir accès à des pièces classifiées « RESTREINT LUX ». En effectuant cette modification, le Luxembourg s'alignera sur les législations des pays voisins (notamment la France, l'Allemagne et la Belgique) ainsi que sur les législations européennes et celle de l'OTAN. Elle facilitera considérablement la capacité de l'Autorité nationale de Sécurité à coopérer avec les services partenaires dans la mesure où les autorités étrangères partenaires ne seront plus bloquées par cette obligation d'habilitation de sécurité au niveau « RESTREINT LUX ».

De surcroît, étant donné que la majorité des pièces classifiées circulant au sein des entités industrielles et scientifiques relèvent du niveau de classification « RESTREINT LUX », la coopération et les activités sur les marchés industriels et scientifiques seront facilitées et cet allègement légal favorisera une augmentation certaine des capacités économiques et scientifiques sur le marché luxembourgeois.

Finalement, l'élimination de l'obligation d'une habilitation au niveau « RESTREINT LUX » allègera la charge administrative des enquêtes menées par l'ANS. Une pièce classifiée au niveau « RESTREINT LUX » restant tout de même une pièce au contenu sensible qu'il échet de protéger, le principe du besoin d'en connaître afin de pouvoir consulter cette pièce reste maintenu.

2. Nouvelles missions.

Au vu de l'accroissement du volume général des pièces classifiées en circulation depuis 2004, des nouvelles menaces portant potentiellement atteinte aux pièces classifiées et de l'évolution du cadre européen et international, le Gouvernement estime que le périmètre actuel de la loi de 2004 ne couvre plus la diversité des missions qui sont demandées à l'Autorité nationale de Sécurité et sa capacité de protéger les pièces classifiées circulant au Luxembourg.

La volonté du Gouvernement est donc de renforcer l'ANS en lui attribuant de nouvelles missions. Cette clarification permettra à l'ANS d'exercer une plus grande autorité dans le domaine de la protection des pièces classifiées car sa mission sera plus claire, plus

compréhensible et mieux acceptée par les administrations nationales concernées par les pièces classifiées.

C'est ainsi que le Gouvernement propose dans le projet de loi d'attribuer à l'ANS la possibilité d'effectuer des inspections auprès des détenteurs de pièces classifiées, et notamment en ce qui concerne les systèmes de communication et les lieux de conservation des pièces classifiées. L'objectif est de permettre à l'ANS de contrôler directement le respect des normes de protection par les différentes entités et de formuler des recommandations correctives. Ceci permettra de sensibiliser les personnes et les administrations, ainsi que d'accompagner celles-ci dans la mise en œuvre ou dans l'amélioration des mesures de protection. Cette sensibilisation sera de nature à familiariser les fonctionnaires et les employés avec l'importance de la protection des pièces classifiées, qui souvent ne sont pas la propriété de l'Etat luxembourgeois.

D'autre part, la nouvelle loi attribue à l'ANS la mission de l'homologation des réseaux de communication classifiés et sécurisés. Il appartiendra à l'ANS de reconnaître officiellement conforme aux normes nationales et internationales les réseaux de communication classifiés installés et exploités au Luxembourg. Ces réseaux transportent, conservent et diffusent les pièces classifiées. Le Gouvernement vise une meilleure définition des fonctions et des responsabilités en matière de sécurité des systèmes d'informations exploités par les pouvoirs publics à Luxembourg. Dans cette nouvelle architecture, l'ANS sera appelée à assurer la fonction d'autorité d'homologation c'est-à-dire d'autorité de certification que les systèmes mis en place sont conformes aux règles et aux procédures de sécurité exigées, le cas échéant, par les autorités nationales ou internationales. La standardisation des procédures d'homologation des réseaux de communication électronique et informatique utilisés à Luxembourg est essentielle afin de donner aux organisations internationales toutes les garanties de la part d'un interlocuteur investi par la loi que leurs informations sont transmises par des réseaux homologués. Le Luxembourg est souvent critiqué par l'UE et par l'OTAN pour un manque de règles législatives et réglementaires claires. Les responsabilités des différentes administrations actives dans le domaine des communications (SRE/ANS, HCPN, CERT et CTIE) ne sont pas clairement définies au goût des organisations internationales alors que ces dernières sont propriétaires juridiques des informations qu'elles confient aux interlocuteurs luxembourgeois³. La confusion qui est née à Luxembourg autour des autorités appelées à certifier la sécurité des systèmes informatiques a fait naître dans le chef des organisations internationales une insécurité en matière d'homologations et de reconnaissance des systèmes nationaux appelés à transmettre des informations classifiées appartenant à une organisation ou à un Etat. Il appartient au législateur de fixer ces responsabilités afin de générer à Luxembourg une plus grande clarté de sécurité autour des intervenants en matière de sécurité des systèmes informatiques

³ Rapport de l'inspection OTAN en date du 16 juillet 2014 et rapports des inspections UE ayant eu lieu au Luxembourg en date du 22-24 octobre 2013 et à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne.

Puis, dans un but de préservation des capacités économiques et scientifiques de la Nation, la protection de la sécurité industrielle et plus spécifiquement des contrats et marchés publics classifiés a été rajouté au catalogue des missions de l'ANS. Ainsi l'ANS sera en mesure de s'assurer que les sociétés et entreprises luxembourgeoises traitant des informations classifiées protègent de manière adéquate ces informations, qu'elles soient d'origine luxembourgeoise ou étrangère.

Enfin, suite aux reproches répétés formulés par les organisations européennes et internationales constatant une absence de responsabilisation auprès des officiers de sécurité, le projet de loi confère une base légale plus solide à l'activité de formation et d'instruction des officiers de sécurité par l'ANS.

Ces objectifs trouvent leur mise en œuvre concrète dans le projet de loi et sont expliqués en détail dans le commentaire des articles.

3. Plus forte responsabilisation des intervenants.

Le présent projet de loi vise à renforcer l'autorité de l'ANS et les outils à sa disposition en vue d'une plus forte responsabilisation des entreprises et des salariés manipulant des pièces classifiées.

L'expérience enregistrée par l'ANS depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004 est que la culture de la sécurité des pièces classifiées à Luxembourg doit être améliorée. La conscience de l'importance de la classification d'informations sensibles nationales afin de les protéger correctement, d'en restreindre l'accès aux seules personnes ayant le besoin d'en connaître et l'importance de veiller à une diffusion en sécurité reste encore trop timide. Or, il existe à Luxembourg des informations sensibles d'ordre politique, économique, financier ou commercial qui ont trait à sa réussite, de sa visibilité internationale ou, au contraire, qui décrivent sa vulnérabilité ou les risques contre ses intérêts. Ces informations circulent encore trop facilement, trop largement et ne sont pas suffisamment protégées.

Il est dès lors important que le cadre créé par le présent projet de loi soit amélioré, complété et que l'agent chargé de le mettre en œuvre soit doté d'outils additionnels pour l'amélioration de la sécurité des informations sensibles nationales et leur protection devant des intérêts contraires au concurrentiels du Luxembourg. Il y va directement des intérêts du pays. Les négligences, les inconsciences, les efforts déployés par des entités étrangères ou concurrentielles pour s'informer sur les secrets de fabrication de la réussite de notre pays, de nos sociétés et entreprises sont tels qu'un bond prodigieux est nécessaire pour protéger nos informations. C'est l'objectif principal des améliorations apportées par le présent projet de loi.

Ce facteur humain en tant que maillon faible dans la protection des données classifiées et la fréquence élevée des incidents de sécurité ou des compromissions par pure négligence ou imprudence ont également pu être constatés par l'ANS au Luxembourg.

Le Gouvernement propose ainsi dans le présent projet de loi une meilleure sensibilisation et formation de l'officier de sécurité, personne responsable de la sécurité au sein de l'entité concernée. Moyennant cette formation, l'officier de sécurité disposera de moyens et de connaissances supérieures pour former et sensibiliser les salariés concernés. Etant la cheville ouvrière en matière de sécurité au sein de son entreprise ou administration, l'officier de sécurité profitera désormais d'un cadre juridique plus explicite concernant sa fonction et d'une meilleure définition de son rôle.

Grâce à cette amélioration législative, le Gouvernement espère réduire de façon considérable les risques d'incidents et de compromissions redondants tout en garantissant une meilleure sécurité juridique aux officiers de sécurité dans l'exercice de leur fonction. Il y va de la crédibilité du Luxembourg à traiter de manière responsable les informations classifiées quand elles sont diffusées à Luxembourg par les instances internationales ou par les partenaires bilatéraux du Luxembourg.

La loi de 2004 avait déjà prévu des procédures pour répondre aux incidents de sécurité, mais elle ne comprenait pas encore de sanctions pénales pour les personnes reconnues coupables d'une compromission de pièces classifiées. Le présent projet de loi vise donc à rendre plus ferme la sanction en cas d'incident de sécurité et à encourager les détenteurs de pièces classifiées à les manipuler de manière conforme au prescrit de la loi.

L'inobservation des mesures de protection induites par la classification génère la mise en œuvre du dispositif de répression pénale. La politique de protection du secret vise ainsi à rendre responsable pénalement toute personne ayant accès à des informations ou supports classifiés. Ici encore, le projet de loi ambitionne de se mettre au niveau des législations à l'étranger. La protection des secrets de l'Etat est à ce prix, qu'il s'agisse de protéger les secrets intéressant la sécurité, la réussite ou le secret de fabrication de l'Etat luxembourgeois.

L'objectif poursuivi est de renforcer et de mettre en évidence l'importance de veiller à la protection des pièces classifiées et la prise de conscience des personnes accédant à ces informations de l'importance impérieuse de les protéger.

Le Gouvernement considère que ces propositions permettront au Luxembourg d'être mieux armé pour affronter les nouveaux défis pour la préservation des pièces classifiées au Luxembourg, tout en garantissant un fonctionnement respectueux des obligations européennes et internationales qui lui incombent en vertu des Conventions, traités et accords.

III. Commentaire des articles

Ad I

Ad 1°

Le point 1° apporte quelques nouveautés à l'article 2 en définissant certains nouveaux éléments-clés touchant aux modalités de protection des pièces classifiées.

- Le nouveau point 3 introduit la définition du contrat classifié. Cette définition provient de l'appendice A de la décision du Conseil de l'Union européenne du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne⁴. L'inclusion des entreprises privées dans les contrats publics a nécessité le développement d'une politique de sécurité spécifique pour le secteur privé.

Le nouveau point 7 introduit la notion d'enquête de sécurité ultérieure. S'il est vrai que le principe en lui-même était déjà prévu par la loi, il n'en reste pas moins que cette dernière ne prévoyait pas de procédure spécifique et détaillée. Il était donc nécessaire de remédier à cette lacune afin de disposer d'une manière de procéder claire et transparente tant quant à la forme qu'au fond.

- Pour des raisons d'exhaustivité, le nouveau point 8 introduit la définition d'incident de sécurité, notion plus vaste que la simple compromission des pièces classifiées.
- La définition de l'officier de sécurité a été supprimée et transférée dans le corps du texte, un nouvel article 8bis reprend plus en détail les modalités relatives aux officiers de sécurité. Cette modification s'impose afin de donner à l'officier de sécurité un rôle et un statut plus opératifs.
- Au vu des nouvelles missions de l'Autorité nationale de Sécurité, le nouveau point 10 introduit la définition de système d'information. Le Luxembourg dispose de plusieurs systèmes de ce type et il appartiendra à l'ANS de les homologuer et, à cette fin, de fixer les normes et les procédures qui s'imposent à toutes les administrations concernées.

Ad 2°

L'article 3 actuel a été adapté conformément à la terminologie de l'article 2 premier paragraphe du projet de loi N°6675 portant organisation d'un service de renseignement de l'Etat et modifiant divers autres textes. En effet, ce texte déjà déposé et le présent projet de loi « risquent » de suivre la voie législative en parallèle, de sorte que reprendre la terminologie de la loi SRE de 2004 engendrerait la nécessité d'une première modification du présent texte rapidement après son

⁴ 2013/274/42/UE

entrée en vigueur afin de modifier la terminologie adaptée à la loi SRE 2004 vers celle employée par le projet de loi cité ci-dessus. Dans un souci d'efficacité, il a donc été jugé utile de s'inspirer d'ores et déjà de ce dernier.

L'objectif est de mieux distinguer les deux missions fondamentalement différentes du SRE et de corriger l'impression que l'enquête de sécurité fait partie de la collecte de renseignement.

Ad 3°

Au vu de l'expérience depuis 2004, il a paru nécessaire d'ajouter quelques autorités à la liste des personnes habilitées à une opération de classification, de déclasserement ou de déclassification ; cette liste ayant un caractère exhaustif, son élargissement va de pair avec une modification de la loi qui l'établit. Il s'agit du Président de la Chambre des députés, du Président de la Commission de Contrôle parlementaire, du Président de la Cour des Comptes et du Procureur général d'Etat ainsi que des magistrats qu'il délègue à cette fin (par analogie à la faculté du directeur du SRE de déléguer des membres de la carrière supérieure du SRE).

En outre, le Procureur général d'Etat, le Président de la Chambre des Députés et du Président de la Commission de Contrôle, au vu de leur statut, ont été ajoutés au cas d'exception déjà existant, à savoir les membres du Gouvernement, qui sont dispensés de disposer d'une habilitation de sécurité afin de procéder à la classification d'une pièce.

Ad 4°

Le Luxembourg a conclu de nombreux accords de sécurité bilatéraux avec des pays alliés ou partenaires. Ces accords ont pour objet de fixer le cadre légal régissant l'échange et la protection réciproque de pièces classifiées.

Or, pour les pièces en provenance de pays avec lesquels aucun accord n'a encore été conclu, il importe de disposer d'une règle pour protéger néanmoins les pièces classifiées d'origine étrangère reçues par les autorités luxembourgeoises. C'est pourquoi il a été inséré une disposition selon laquelle les pièces classifiées échangées avec des pays tiers sont protégées à un niveau qui n'est pas inférieur au niveau de protection national qui serait d'application si la pièce était d'origine luxembourgeoise. Cette règle aura pour effet de rassurer ces pays en fixant au Luxembourg des règles minimales de sécurité à protéger les pièces classifiées étrangères traitées au Luxembourg. Le Gouvernement codifie ici une coutume largement répandue entre pays.

Ad 5°

Il est rajouté la mention « nationale » pour une meilleure compréhension du texte du chapitre 3. Est donc visé essentiellement la protection des pièces nationales ainsi que de celles appartenant aux organisations internationales devant être traitées selon les règles définies par le propriétaire original.

Ad 6°

Cet article nouvellement introduit a vocation de rendre la gestion des pièces classifiées nationales plus claire et permet une meilleure traçabilité de ces pièces.

Afin que l'autorité qui a décidé de la classification d'une pièce puisse, à tout moment, pour des raisons de responsabilité et de sécurité et jusqu'à la déclassification, suivre le cheminement de celle-ci, l'itinéraire et le « sort » réservé aux documents classifiés au niveau CONFIDENTIEL LUX, SECRET LUX et TRES SECRET LUX, elle tiendra un registre dans lequel sont consignées les différentes étapes comme la duplication, la transmission ou la destruction des documents classifiés. Ainsi, cette autorité pourra vérifier si, à différents moments, de la création jusqu'à la destruction de la pièce classifiée, les règles qui s'y appliquent ont été observées. Le registre augmente la sécurité des documents, leur traçabilité et facilite une inspection périodique de l'Autorité nationale de Sécurité. Ceci renforce la protection des informations nationales sensibles et que la loi considère comme étant classifiées.

L'Union européenne a d'ailleurs demandé explicitement et de manière appuyée une meilleure traçabilité des pièces classifiées et notamment en matière d'enregistrement des documents à Luxembourg⁵.

Ad 7°

Il a été jugé utile de mettre fin à un « flou juridique » qui existait jusqu'ici en présence d'un document présentant plusieurs classifications différentes soit par la mention de degrés de classification différents soit en ne présentant pas de classification sur une ou plusieurs pages. L'alinéa 3 de l'article 8 énonce dorénavant le principe que le niveau de classification le plus élevé renseigné par la pièce vaut pour l'ensemble de la pièce, même en cas de classification d'un niveau moins élevé ou absence de classification sur une partie du document.

Ad 8°

Cette disposition fixe de manière plus précise les facteurs dont il y a lieu de tenir compte pour déterminer le degré de sécurité physique à assurer.

En outre, l'obligation de conserver ou utiliser des pièces classifiées dans « des zones de sécurité spécifiquement aménagées et protégées » a été étendu des pièces classifiées « TRES SECRET LUX » aux pièces du degré « SECRET LUX ».

Ad 9°

⁵ Rapport de l'inspection du Conseil de l'Union européenne du 22 au 24 octobre 2013 au Luxembourg et le 6 novembre 2013 à la Représentation permanente du Luxembourg à l'Union européenne.

Ce nouvel article précise le mode de désignation de l'officier de sécurité ainsi que sa mission. Le contenu de cette disposition provient principalement de la définition de l'officier de sécurité de l'ancien article 2 de la loi du 15 juin 2004.

Cet article permettra une meilleure définition du rôle de l'officier de sécurité faisant de cette fonction une mission propre dans le cadre de la loi sur la protection des pièces classifiées. Ceci renforcera son autorité vis-à-vis des collègues qui auront à se référer à ses connaissances et à ses responsabilités.

Ad 10°

L'article abolit la nécessité d'une habilitation de sécurité pour l'accès à des pièces classifiées du niveau « RESTREINT LUX ». Comme il a déjà été exposé à l'exposé des motifs, l'OTAN, le Conseil de l'Union européenne ainsi que de nombreux pays de l'Union européenne, dont notamment nos pays voisins, ne requièrent pas la détention d'une habilitation de sécurité pour pouvoir accéder à des pièces classifiées du niveau « RESTREINT LUX ». Pour des raisons d'homogénéité et d'alignement sur les règles européennes, le Gouvernement souhaite aligner la législation luxembourgeoise à celle de nos partenaires. Il est entendu qu'avec l'abolition de l'habilitation pour le niveau « RESTREINT LUX », l'accès aux pièces classifiées au niveau « RESTREINT LUX » restera soumis au principe du besoin d'en connaître et du respect des procédures de sécurité lors du traitement de ces pièces.

Sont exclues de l'obligation de disposer d'une habilitation de sécurité pour l'accès à des pièces classifiées les autorités judiciaires dans l'exercice de leur fonction de magistrats, cette disposition visant tant les autorités judiciaires nationales que celles affectées auprès des juridictions internationales telle que CJCE, CEDH, etc. Cette exception ne vise que les magistrats eux-mêmes et non pas les intervenants éventuels au procès.

L'article apporte ensuite la clarification que c'est le chef d'administration ou l'organe directeur de l'entité privée dont relève la personne qui détermine l'existence du besoin d'en connaître. Ce dernier est en effet apprécié au cas par cas et au vu de la personne sollicitant un accès.

Ad 11°

Cette disposition a été modifiée dans un but de retraçage et de protection des preuves légales. Ainsi, la pièce classifiée ne peut être détruite en cas de procès en justice jusqu'à ce qu'une décision définitive a été rendue.

De la même façon, le procès-verbal de destruction est conservé pendant un certain délai prédéfini et variable selon le niveau de classification de la pièce concernée. Les délais de conservation

prévus par l'article 10 sont identiques à ceux prévus par le Conseil de l'Union européenne pour les pièces classifiées UE⁶ ainsi que par l'OTAN pour les pièces classifiées OTAN⁷.

Ad 12°

Afin de rendre compte exactement à la mission de l'ANS, il a paru utile de changer la terminologie de sorte que l'article dispose dorénavant que les systèmes cryptographiques sont homologués par l'ANS (et non plus « autorisés ou agréés »). Cette clarification est nécessaire afin de faire en sorte que l'ANS devienne le principal responsable en matière d'homologation. L'homologation est la certification de la reconnaissance et de la vérification formelles qu'un système répond aux normes de sécurité, y compris les procédures, validées au niveau national et international. L'ANS, au terme d'une procédure formelle, reconnaît conforme les systèmes et autorise ces derniers à transmettre des pièces classifiées. L'ANS est ainsi l'unique interlocuteur national responsable vis-à-vis des organisations internationales et des pays tiers et leur garantit officiellement que les pièces appartenant à ces entités étrangères sont transmises au Luxembourg via des systèmes agréés et répondant aux normes en vigueur.

Les règles entourant la transmission d'une pièce classifiée ont également été inscrites dans la loi, tant s'agissant d'une transmission électronique ou d'une transmission physique sur un support papier.

Ad 13°

La mission de la commission consultative déjà prévue par la loi de 2004 (et dont le projet de règlement grand-ducal est actuellement soumis à la procédure réglementaire) est étendue au suivi de l'évolution des menaces en matière de protection des pièces classifiées.

Ad 14°

Dans un but de transparence et afin que tous les acteurs concernés disposent des informations nécessaires, il est prévu que dorénavant, en cas d'incident de sécurité ou de compromission d'une pièce classifiée, l'officier de sécurité en avertit également l'ANS ainsi que le responsable du service auquel est affecté l'officier de sécurité. En cas de compromission au Luxembourg d'une pièce d'origine étrangère, il appartiendra à l'ANS d'effectuer la liaison avec l'entité étrangère dont la pièce a été compromise.

Ad 15°

⁶ Annexe III, Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

⁷ Directive sur la sécurité personnelle du 8 septembre 2009 (AC/35-D/2000-REV6), directive sur la sécurité physique du 7 janvier 2008 (AC/35-D/2001-REV2), directive sur la sécurité de l'information du 17 janvier 2012 (AC/35-D/2002-REV4) et la directive INFOSEC du 6 décembre 2010 (AC/35-D/2004-REV2).

Le champ d'application *ratione personae* est défini avec plus de précision, en incluant l'utilisation de pièces classifiées « émises par des organisations internationales ».

En outre, cet article rajoute la mention « classifié » pour une meilleure compréhension du texte, ce qui ne nécessite pas d'observations supplémentaires.

Finalement, la liste des exceptions à l'obligation d'être titulaire d'une habilitation de sécurité afin de procéder à la consultation de pièces classifiées a été complétée. Cette exception ne saura s'appliquer bien entendu qu'aux seules pièces classifiées luxembourgeoises. L'accès aux pièces classifiées EU et OTAN reste soumis aux règles européennes et internationales y afférentes. En effet, dans l'exercice de leurs fonctions, et étant donné leur statut, les personnes y énumérées sont supposées présenter les garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité sans qu'une enquête de sécurité doive être réalisée à leur égard. Au vu de la portée considérable de cette exception et des intérêts à protéger en cause, la liste précitée présente un caractère exhaustif.

Ad 16°

L'article 15 en sa nouvelle teneur détaillera tant les conditions d'octroi (initial) et de renouvellement (à l'échéance d'une habilitation de sécurité en cours) d'une habilitation de sécurité que les conditions de retrait. Un retrait intervenant toujours en cours de validité d'une habilitation de sécurité (contrairement au refus de renouvellement qui quant à lui intervient au terme de la validité d'une habilitation de sécurité), une enquête de sécurité ultérieure doit obligatoirement être menée au préalable.

L'Autorité nationale de Sécurité devra être informée de l'existence d'un contrat classifié. Ceci est important afin de connaître tant la nature que le volume des pièces classifiées à protéger. De même, l'ANS aura connaissance de la durée du contrat prévu ainsi que du nombre d'entreprises contactées.

Ad 17°

Comme il a déjà été énoncé au commentaire de l'article 11, le projet de loi propose de supprimer l'obligation d'une habilitation de sécurité pour avoir accès à des pièces classifiées « RESTREINT LUX ».

En effet, nos pays voisins reconnaissent tous l'accès à des pièces classifiées par des personnes qui ne sont pas titulaires d'habilitations de sécurité, mais qui ont un besoin de prendre connaissance du document en question (« need to know ») dans le cadre de leurs attributions. L'OTAN et l'Union européenne ne requièrent pas d'habilitation non plus.

Ainsi, le Luxembourg s'alignera sur les pratiques étrangères et internationales. Non seulement cette mesure simplifiera les demandes d'habilitations au sein de l'Autorité nationale de Sécurité, mais elle facilitera également les relations avec ses partenaires étrangers qui pratiquent tous la même politique.

En outre, le nouvel article 18 énonce la règle selon laquelle l'officier de sécurité est tenu d'apprécier pour chaque demande le niveau d'habilitation effectivement requis afin d'éviter que soit demandé par principe et par simple routine le niveau le plus élevé pour tout requérant alors que ce niveau n'est adapté ni aux fonctions de l'intéressé ni au besoin d'en connaître de celui-ci.

Ad 18°

Le contenu de l'article a été clarifié. Le projet de loi propose désormais de distinguer entre la durée de validité d'une habilitation de sécurité d'une personne physique et celle d'une personne morale. En effet, l'habilitation de sécurité d'une personne physique a une finalité différente de celle d'une personne morale, requise uniquement pour l'exécution d'un marché public ou d'un contrat classifié, de sorte qu'elle n'a plus de raison d'être après l'expiration dudit contrat.

Ad 19°

L'Autorité nationale de Sécurité a constaté qu'une fois le certificat de sécurité obtenu, les détenteurs refusent de signer le certificat par crainte de pouvoir être tenu responsables pour les négligences éventuellement commises. Afin de couper court au refus de signature au à avoir lieu au moment de la remise du certificat de sécurité, la loi dispose désormais qu'en cas de refus d'engagement signé à respecter la sécurité des pièces, le certificat de sécurité ne sera pas remis. Ainsi, l'accès sera refusé et la pièce restera protégée ; la protection des pièces classifiées étant la raison d'être principale du présent projet de loi.

Ad 20°

Cette modification de nature purement formelle n'appelle pas d'observations particulières.

Ad 21°

Cet article place l'ANS au cœur du dispositif de protection des pièces classifiées au Luxembourg. Sans préjudice des missions auxiliaires ou subsidiaires qu'ont ou qu'auront d'autres services et administrations de l'Etat (par exemple en matière de systèmes d'informations), l'ANS est l'administration nationale principalement responsable en matière de pièces classifiées. Elle est l'interlocuteur des Etats étrangers et des organisations internationales en matière de protection des pièces classifiées. Elle applique, vérifie, inspecte la mise en œuvre des normes nationales et internationales en vigueur. Elle effectue les homologations et les certifications de systèmes, de locaux et autres dispositifs de sécurité. Ceci est nécessaire en vue

de la centralisation de la mission de protection dans l'intérêt d'une distribution claire et contraignante des rôles et des responsabilités en matière de protection des pièces classifiées. C'est d'ailleurs également un élément de confiance essentiel au sein des relations internationales.

Afin de pouvoir mieux prévenir toute compromission des pièces classifiées et de mieux protéger les intérêts de l'Etat visés à l'article 3 de la loi de 2004, l'article 20 attribue de nouvelles missions à l'Autorité nationale de sécurité au travers les modifications suivantes

- Le premier tiret reste inchangé par rapport à la loi de 2004.
- Le deuxième tiret reprend une mission de l'ANS lui conférée par la loi SRE de 2004.
- Le troisième tiret précise les aspects de la sécurité auxquels l'Autorité nationale de sécurité doit veiller et notamment en matière industrielle. La définition du terme de sécurité industrielle est identique à celle prévue à l'article 11 premier paragraphe de la décision du Conseil de l'Union européenne du 31 mars 2011 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.
- Le quatrième tiret introduit le concept d'homologation des réseaux, des lieux et des systèmes de communication, d'information et de transmission des pièces classifiées. L'Autorité nationale de Sécurité a pour mission d'homologuer les lieux où sont stockés des documents classifiés, les locaux où sont installés les terminaux des réseaux de communication utilisés pour transmettre des documents sensibles et les installations elles-mêmes comme étant conformes aux exigences requises suivant le degré de classement des documents qui y sont stockés ou qui transitent par ces réseaux, l'utilisation et l'installation des réseaux de communication classifiées sont soumises à des conditions de sécurité strictes que l'ANS doit contrôler. La sécurité des lieux fait d'ailleurs régulièrement l'objet d'inspections de la part des bureaux de sécurité du Conseil de l'Union européenne et de l'OTAN.
- Selon le cinquième tiret, des contrôles et inspections peuvent être organisés périodiquement pour vérifier l'application par les organismes concernés des instructions et directives traitant de la protection globale des informations ou supports protégés. Au-delà des inspections réalisées à Luxembourg par des organisations telles l'Union européenne ou l'OTAN, il apparaît nécessaire, aux yeux du Gouvernement et à la lumière de l'expérience depuis la loi de 2004 de réaliser des inspections nationales par l'ANS, sous condition d'avoir été approuvées par la Commission consultative. En effet, la culture nationale en matière de protection des pièces classifiées est telle qu'il existe un réel besoin d'accompagnement par l'ANS. Les inspections serviront à vérifier, à corriger et à conseiller en matière de respect des normes de sécurité régissant le traitement des pièces d'origine nationale ou internationale. L'objectif est le développement d'une réelle conscience de sécurité pour le traitement de pièces classifiées, de renforcer la sécurité des

pièces intéressant les intérêts de l'Etat et d'appuyer l'importance du dispositif de la protection des pièces pour protéger les informations sensibles d'origine nationale.

- Les tirets 6 à 8 restent inchangés quant au fond par rapport à la loi de 2004.
- Le dernier tiret prévoit plus particulièrement la tenue de séances de formation dispensées aux officiers de sécurité qui, à leur tour sont tenus de former et d'instruire les membres habilités de l'entité concernée. En effet, toutes les personnes traitant des informations classifiées doivent être sensibilisées à leurs responsabilités. Cette obligation de délivrer des séances de formation a d'ailleurs été rappelée par le bureau de Sécurité du Conseil de l'Union européenne lors de son inspection en 2010. La tenue de tels briefings de sécurité est une pratique courante dans nos pays voisins ainsi qu'aux institutions européennes et à l'OTAN.

Ad 22°

A titre général, il y a lieu de noter que pour des raisons de compréhension, il a été jugé utile de réaménager l'architecture de la section des « Enquêtes de sécurité ». Le nouvel agencement des articles permet de mieux cerner le déroulement concret d'une enquête de sécurité.

Concernant la portée de l'enquête, le critère de la fiabilité a été ajouté au paragraphe 1^{er} à l'énumération des garanties que l'intéressé doit présenter. En effet, la fiabilité est un critère pour l'appréciation des demandes d'habilitation de sécurité tant UE que OTAN :

- Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne ; Annexe 1 « Mesures de sécurité concernant le personnel », Article 7 « il convient d'établir, au moyen de l'enquête de sécurité, la loyauté, l'intégrité et la fiabilité d'une personne [...] Parmi les principaux critères à retenir à cet effet, il y a lieu de déterminer [...] si l'intéressé [...] (point i) a fait preuve, en acte ou en parole, d'un manque d'honnêteté, de loyauté ou de fiabilité, ou s'est montré indigne de confiance ».
- Directive sur la sécurité des informations de l'OTAN AC/35-D/2002-REV4 du 17 janvier 2012, Normes minimales à respecter par les destinataires non OTAN pour la manipulation et la protection des informations OTAN classifiées, paragraphe 5 « [...] les principaux critères qui permettent de juger si une personne est suffisamment loyale, fiable et digne de confiance pour se voir délivrer et pour conserver une PSC » et paragraphe 7 point h « [les critères sont appliqués pour déterminer si une personne] a fait preuve, en actes ou en paroles, d'un manque d'honnêteté, de loyauté, de fiabilité ou de discrétion ».

Concernant les enquêtes de sécurité relatives aux personnes morales, celles-ci se concentreront sur la ou les personnes réellement en charge de la gestion opérationnelle de la personne morale concernée.

Le principe que l'enquête de sécurité prend plus d'envergure lorsque le degré de classification demandé est plus élevé a été ancré dans la loi, de même que celui du nombre d'années vérifiées lors de l'enquête (qui augmente avec le degré de classification). Au vu de l'extrême sensibilité d'une pièce classifiée « TRES SECRET », l'enquête remontera donc au moins à dix ans, alors que pour les degrés inférieurs de classification, l'examen d'une période de cinq ans paraît suffisant.

La prise de contact avec le chef d'administration ou l'organe directeur de l'entité privé peut se révéler nécessaire pour l'enquêteur afin de déterminer si des vulnérabilités existent concernant l'intéressé de nature à mettre en danger les garanties telles que définies au présent projet de loi.

Finalement, une base légale pour un règlement qui viendra préciser les modalités entourant les enquêtes de sécurité est créée.

Ad 23°

Cet article reprend le contenu de l'ancien article 25 relatif à la « Conduite de l'enquête de sécurité » tout en lui apportant quelques ajouts. Le titre a également été modifié en « Procédure de l'enquête », terme plus général étant donné que la disposition en question ne concerne pas uniquement la conduite de l'enquête par l'enquêteur, mais toutes les démarches à faire par tous les intervenants.

Il s'agit de légaliser le questionnaire de sécurité qui doit être rempli préalablement à l'enquête de sécurité et par lequel le demandeur fournit les données personnelles soumises à enquête. Ce questionnaire se présente sous forme électronique auquel l'intéressé a accès moyennant des codes d'accès une fois la demande d'habilitation de sécurité introduite par l'officier de sécurité de l'administration dont l'intéressé relève. En signant ce document, il donne son accord à la réalisation d'une enquête de sécurité concernant sa personne.

Cet article nouveau poursuit l'objectif annoncé, à savoir retracer les différentes étapes de l'enquête de sécurité avec clarté et transparence. En effet, chaque demande d'habilitation de sécurité passe obligatoirement par le fait de remplir le questionnaire prévu à cet effet. Les données sont à fournir avec précision et honnêteté.

Le concept d'une enquête de sécurité ultérieure, visant le cas d'un éventuel retrait d'une habilitation de sécurité en cours, est inscrit dans la loi avec plus de détail. L'article 21bis dans son nouvel agencement distingue clairement entre la procédure d'une enquête de sécurité et celle d'une enquête de sécurité ultérieure, cette dernière ne nécessitant pas le consentement de l'intéressé. Elle s'avère nécessaire afin de pouvoir procéder à un retrait d'une habilitation de sécurité dans l'hypothèse où des éléments du dossier ont changé respectivement de nouveaux éléments inconnus jusqu'ici ont apparu, menant à émettre des doutes légitimes sur le fait que l'intéressé continue à remplir les garanties prévues par le législateur. Il est pour cette raison

d'une importance capitale que de telles informations soient portées à la connaissance de l'Autorité nationale de Sécurité.

Concernant les fonctionnaires et les employés de l'Etat, le refus de concourir à une enquête de sécurité jugée nécessaire par l'officier de sécurité en charge pour l'obtention d'un grade se solde d'office par la fin de la procédure à la base de la demande initiale d'habilitation de sécurité.

Finalement, la possibilité d'inviter l'intéressé à un entretien en cas de nécessité de disposer d'informations supplémentaire a été inscrite dans la loi ; cet entretien est parfois indispensable pour l'enquêteur afin de pouvoir aviser le dossier lui soumis en toute connaissance de cause respectivement afin de clarifier des détails du dossier.

Ad 24°

- Pour des raisons de sécurité juridique et afin de faciliter la lecture du texte, l'ancien renvoi aux banques de données reprises dans la loi du 15 juin 2005 portant organisation d'un Service de Renseignement de l'Etat a été supprimé et remplacé par une liste des banques de données auxquelles l'Autorité nationale de Sécurité a accès. En effet, afin de pouvoir mener à bien une enquête de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité doit disposer de l'accès à certaines banques de données, dont la liste est inspirée de celle prévue par le projet de loi N°6675.

La consultation de ces listes est bien entendu entourée de règles strictes telles que la journalisation et la motivation de celle-ci, et soumise à la surveillance de l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

- A ce jour, l'Autorité nationale de Sécurité n'accède légalement qu'aux données figurant dans la partie « recherche » de la banque de données nominatives de la police générale. En revanche, elle ne dispose pas d'un accès à la partie « documentaire » de la banque de donnée pré-mentionnée.

Alors que le fichier électronique y afférent fait renseigner sur la présence ou non d'un dossier correspondant, les procès-verbaux composant la partie « documentaire » de ladite banque de données décrivent les faits à l'origine dudit dossier.

L'Autorité nationale de Sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité.

Par conséquent, le Gouvernement propose d'ajouter au premier paragraphe de l'article 22 un nouvel alinéa qui permettrait de remédier à ce vide juridique. L'Autorité nationale de Sécurité pourra, si le cas de l'espèce l'exige et au cas par cas, formuler une demande au parquet général afin que ce dernier, ayant accès à l'intégralité des informations et étant par conséquent en mesure

de connaître la nature et la gravité des faits, procède à une appréciation desdits faits à la lumière des conditions légales d'obtention d'une habilitation de sécurité et des garanties requises à cette fin et des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg vis-à-vis des organisations internationales, propriétaires des informations pour lesquelles l'enquête doit déterminer si l'accès peut être donné. De ce fait, une portion de la mission de l'ANS est déléguée aux autorités judiciaires. Il appartiendra par conséquent au parquet général de donner un avis positif ou négatif sur les suites à réserver à l'existence d'éventuels incidents policier dans le contexte de l'enquête de sécurité concernée. L'ANS devra se conformer à l'avis du parquet concernant l'incidence des faits inscrits dans le fichier précité sur l'évaluation de la discrétion, de la loyauté, de la fiabilité et surtout sur l'intégrité de l'intéressé. Ne connaissant pas la nature des faits, l'ANS ne sera pas en mesure de les apprécier. De ce fait, l'ANS n'aura d'autre choix que de s'aligner sur les conclusions des autorités judiciaires.

Ad 25°

Concernant les règles à respecter en matière d'effacement ou de destruction, il est opéré un renvoi à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, notamment en ce qui concerne l'obligation de destruction lorsque la mission poursuivie ne nécessite plus la conservation de la donnée personnelle.

L'article 23 prévoit une fiche succincte contenant l'historique d'une demande d'habilitation de sécurité, qui sera conservée lors de la destruction du dossier de l'habilitation de sécurité.

La conservation d'une telle fiche est nécessaire à l'Autorité nationale de Sécurité pour garantir le bon fonctionnement et la bonne organisation des enquêtes et des habilitations de sécurité.

Cette fiche servira à l'Autorité nationale de Sécurité à mieux retracer les dossiers d'habilitation et d'avoir un accès plus facile à certaines informations clés de l'habilitation, sans pour autant avoir accès au dossier complet et à l'ensemble des données personnelles de l'intéressé. Cette fiche constitue donc principalement un outil administratif.

La fiche est cantonnée aux seules données personnelles énumérées à l'article 23. Il s'agit des informations basiques d'une personne et elle ne constitue qu'un résumé succinct du dossier de l'habilitation de sécurité.

Ad 26°

Pour des raisons de transparence et de clarté quant aux éléments pris en compte lors d'une enquête de sécurité, le législateur a ajouté un article reprenant une liste exhaustive des critères de l'enquête à prendre en compte afin d'évaluer la loyauté, l'intégrité, la fiabilité et la discrétion des requérants. Ces voies de recherche s'inspirent des règlements de sécurité afférents de l'OTAN et de l'Union européenne.

Ad 26°

Cet article a trait à une simple abrogation et n'appelle pas d'observations particulières.

Ad 27°

L'intitulé de la section 4 est complété par les termes « voies de recours » étant donné que nouvel article 25, figurant sous la section 4, a trait au recours juridictionnel.

Ad 28°

L'alinéa 1er modifie la procédure prévue en vue de la consultation du dossier par une personne se sentant lésée par un retrait ou un refus d'habilitation. En effet, l'ancien article prévoyait une demande à introduire auprès de l'Autorité nationale de Sécurité alors qu'en réalité, le Premier Ministre est l'autorité compétente pour accorder un tel accès.

De même, l'avis émis par la commission et destiné exclusivement au Premier Ministre ne sera pas rendu public et accessible au requérant.

Pour des raisons d'agencement plus logique des articles et de lecture et compréhension plus aisée de la procédure, les anciens articles 27 et 28 ont été fusionnées dans un seul article.

Ad 29°

Cet article a trait à une simple abrogation et n'appelle pas d'observations particulières.

Ad 30°

Cet article a trait à une simple renumérotation et n'appelle pas d'observations particulières.

Ad 31°

Cet article introduit un nouveau chapitre portant l'intitulé «Dispositions pénales», dont le détail du contenu sera exposé ci-dessous.

Sont introduites des sanctions pénales visant toute personne, disposant d'une habilitation de sécurité ou non, qui compromettrait une ou plusieurs pièces classifiées. Il importe peu pour l'application de la disposition que cette compromission ait eu lieu par intention, malveillance ou négligence. Les peines prévues sont adaptées à la gravité de l'infraction qui conduit à mettre en danger les intérêts de l'Etat et mettre en danger la sécurité nationale.

Ad 32°

Il a été nécessaire de procéder à une modification du tableau d'équivalence afin d'adapter le contenu actuel aux classifications actuellement en vigueur et d'ajouter quelques organisations internationales.

Ad Art. II

Cet article propose l'abrogation de l'article 120quinquies et du 3^e alinéa de l'article 120 sexies du Code pénal. Etant donné que ladite disposition pénale date d'un arrêté grand-ducal du 14 juillet 1943 le Gouvernement considère qu'elle est obsolète et qu'elle mérite d'être supprimée.

Ad Art. III

Cet article ne contient qu'une disposition d'ordre procédural et n'appelle pas d'observations particulières.

IV. Texte coordonné.

Chapitre 1^{er} – Du champ d’application

Art. 1.- Objet

La loi détermine les règles de base relatives:

- à la procédure de classification, de déclasséement et de déclassification des pièces;
- aux mesures de protection matérielle et physique des pièces;
- à l’émission d’habilitations de sécurité aux personnes appelées à avoir accès aux pièces classifiées dans le cadre de l’exercice de leurs missions.

Elle ne porte pas préjudice à la faculté de chaque département ministériel de prescrire, dans les limites de ses compétences, des règles complémentaires ou spécifiques, sans que celles-ci ne puissent être moins rigoureuses que les règles de base.

Elle ne porte pas non plus préjudice à l’application de mesures de protection plus strictes prises en vertu de conventions ou de traités internationaux qui lient le Luxembourg.

Art. 2.- Définitions

Pour l’application de la présente loi, on entend par:

1. «Autorité nationale de Sécurité»: autorité chargée de veiller à la sécurité des pièces classifiées.
2. «Classification»: l’attribution d’un degré de confidentialité par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu des traités ou conventions liant le Luxembourg.

« Déclasséement »: une diminution du degré de classification.

« Déclassification »: la suppression de toute mention de classification.
3. « Contrat classifié » : tout contrat, toute convention ou tout contrat de sous-traitance, de droit public ou de droit privé, conclu en vue de la fourniture de biens, de la réalisation de travaux ou de la prestation de services, dont l’exécution requiert ou implique l’accès à des pièces classifiées ou la création de telles pièces.

4. « Compromission »: la prise de connaissance ou suspicion de prise de connaissance, en tout ou en partie, d'une pièce classifiée par une personne qui ne remplit pas les conditions d'accès et du besoin d'en connaître.
5. « Document »: toute information enregistrée, qu'elles qu'en soient la forme ou les caractéristiques physiques, y compris – sans aucune restriction – les écrits et les imprimés, les cartes et les bandes perforées, les cartes géographiques, les graphiques, les photographies, les peintures, les dessins, les gravures, les croquis, les notes et documents de travail, les carbones et les rubans encreurs, ou les reproductions effectuées par quelque moyen que ce soit, ainsi que les données sonores, toute forme d'enregistrements magnétiques, électroniques, optiques ou vidéo, de même que l'équipement informatique portable avec support de mémoire fixe ou amovible.
6. « Enquête de sécurité »: l'enquête effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité et visant à établir que toutes les conditions nécessaires à la délivrance ou au renouvellement de l'habilitation de sécurité sont réunies, en tenant compte du niveau et de l'objet de l'habilitation.
7. « Enquête de sécurité ultérieure » : l'enquête de sécurité effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre d'une procédure de retrait d'une habilitation de sécurité.
8. « Habilitation de sécurité »: l'attestation officielle établie sur la base des informations recueillies par l'Autorité nationale de Sécurité, qui autorise l'accès à des données auxquelles un certain degré de confidentialité a été attribué.
9. « Incident de sécurité » : un acte, un événement ou une omission contraire aux règles de sécurité prévues par la présente loi.
10. « Lieu »: un local, un bâtiment ou un site.
11. « Pièce »: un document, une information, une donnée, un matériel, des matériaux ou une matière.
12. « Système d'information » : réseau de communication par lequel transitent des pièces classifiées.
13. « Utilisation »: la prise de connaissance, la détention, la conservation, le traitement, la communication, la diffusion, la reproduction, la transmission ou le transport de la pièce classifiée.

14. « Zone de sécurité »: le lieu affecté principalement au traitement et à la conservation de pièces classifiées et protégées par un système de sécurité destiné à empêcher l'accès de toute personne non autorisée.

Chapitre 2 – De la classification

Art. 3.- Motifs justifiant une classification

Peuvent faire l'objet d'une classification les pièces, sous quelque forme que ce soit, dont l'utilisation inappropriée est susceptible de porter atteinte à l'un des intérêts suivants :

- a) la sécurité nationale ou la sécurité des Etats étrangers ou d'organisations internationales ou supranationales avec lesquels le Luxembourg poursuit des objectifs communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales,
- b) les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ;
- c) le potentiel scientifique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Une classification ne doit être attribuée à une pièce que dans la mesure de ce qui est indispensable en vue de la protection des intérêts dont question au présent article et pour le temps nécessaire.

Art. 4.- Degrés de classification

Les pièces sont classifiées selon les quatre degrés de confidentialité suivants:

1. «TRES SECRET».

Cette classification s'applique exclusivement aux pièces dont l'utilisation inappropriée pourrait causer un préjudice exceptionnellement grave aux intérêts définis à l'article 3 de la présente loi.

2. «SECRET».

Cette classification s'applique uniquement aux pièces dont l'utilisation inappropriée pourrait nuire gravement aux intérêts définis à l'article 3.

3. «CONFIDENTIEL».

Cette classification s'applique aux pièces dont l'utilisation inappropriée pourrait nuire aux intérêts définis à l'article 3.

4. «RESTREINT».

Cette classification s'applique aux pièces dont l'utilisation inappropriée pourrait être défavorable aux intérêts définis à l'article 3.

Si plusieurs informations constituent un ensemble, cet ensemble se voit attribuer la classification de la pièce portant la classification la plus élevée. Un ensemble peut toutefois recevoir une classification supérieure à celle de chacune des pièces qui le composent.

Art. 5.- Autorités procédant à la classification, la déclassification et au déclassement

Sont seules habilitées à procéder à une opération de classification, de déclassement ou de déclassification, les autorités suivantes:

- les membres du Gouvernement et les fonctionnaires qu'ils délèguent à cette fin;
- le Chef d'Etat-Major de l'Armée et les officiers qu'il délègue à cette fin;
- le Directeur du Service de renseignement de l'Etat et les agents du groupe de traitement ou d'indemnité A1 du Service de renseignement qu'il délègue à cette fin ;
- le Président de la Chambre des Députés et le Président de la commission de contrôle parlementaire ;
- le Président de la Cour des Comptes ;
- le Procureur général d'Etat et les magistrats qu'il délègue à cette fin.

L'autorité qui a décidé de la classification d'une pièce décide de son déclassement ou de sa déclassification.

A l'exception des membres du Gouvernement, du Procureur général d'Etat, du Président de la Chambre des Députés et du Président de la commission de contrôle parlementaire, toute autorité procédant à la classification d'une pièce doit disposer d'une habilitation de sécurité. Elle ne peut attribuer un degré de classification en application de l'article 4 qui est supérieur au niveau de l'habilitation de sécurité dont elle est titulaire.

Art 6.- Classification résultant d'obligations internationales

Les pièces qui ont été classifiées, sous quelque forme que ce soit, en application de conventions ou de traités internationaux en matière d'échange et de protection réciproque de pièces classifiées qui lient le Luxembourg, conservent le niveau de classification qui leur a été attribué.

Le tableau d'équivalence annexé à la présente loi établit la correspondance entre les degrés de classification en application desdites conventions et traités internationaux qui lient le Luxembourg et les degrés de classification luxembourgeois. Ce tableau fait partie intégrante de la loi.

Les pièces classifiées échangées avec des pays avec lesquels le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas conclu une convention ou un traité international en matière d'échange et de protection réciproque de pièces classifiées, bénéficient d'un niveau de protection équivalent à celui qui leur est réservé par la législation du pays d'origine respectif.

Chapitre 3 – Des mesures de protection des pièces classifiées nationales

Art. 6bis.- Manipulation des pièces classifiées

Les autorités visées à l'article 5 veilleront, dans leur administration respective, à ce que toute création, enregistrement, duplication, transmission, déclassement, déclassification et destruction des pièces classifiées du niveau « CONFIDENTIEL LUX », « SECRET LUX » et « TRES SECRET LUX » soit consigné dans un registre dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 7.- Identification des pièces classifiées

Les pièces classifiées doivent être marquées de façon apparente, de telle sorte que leur degré de classification soit clairement visible et rapidement reconnaissable.

Si une pièce est déclassifiée ou déclassée, des marques appropriées doivent être apposées de la même manière.

Chaque page d'une pièce classifiée sera clairement et visiblement revêtue de la mention « TRES SECRET », « SECRET », « CONFIDENTIEL » ou « RESTREINT », suivie de la mention « LUX » si la pièce est d'origine nationale, sans préjudice du maintien du caractère classifié de l'ensemble de la pièce au niveau le plus élevé renseigné par la pièce en cas de mention manquante sur une ou plusieurs pages ou de mention de degrés différents.

Art. 8.- Mesures de sécurité physiques

Les pièces classifiées doivent faire l'objet de mesures de sécurité, notamment lors de leur élaboration, consultation, reproduction, transmission et destruction, selon les modalités ci-après.

Chaque lieu ou système de communication et d'information où sont conservées ou traitées des pièces classifiées, sera protégé par des mesures physiques de sécurité appropriées.

Pour déterminer le degré de sécurité physique à assurer, il convient de tenir compte notamment des facteurs suivants:

- a) du degré de classification des pièces;
- b) du volume et de la forme des pièces traitées;
- c) de l'évaluation du risque spécifique résultant d'activités susceptibles de porter atteinte aux intérêts définis à l'article 3.

Les pièces classifiées « SECRET LUX » et « TRES SECRET LUX » ne peuvent être conservées ou utilisées que dans des zones de sécurité spécifiquement aménagées et protégées.

Les modalités d'application concernant les mesures de sécurité sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 8bis.- L'officier de sécurité

Au sein de chaque administration publique, établissement public, entreprise publique ou entreprise privée au sein desquelles des pièces classifiées sont manipulées, est désigné à la fonction d'officier de sécurité par le ministre compétent ou par l'organe directeur de l'entité privée concernée, un agent titulaire d'une habilitation de sécurité d'un niveau approprié. Au sein de l'administration judiciaire, cette désignation relève du Procureur général d'Etat.

L'officier de sécurité est chargé de veiller à la protection et à la sécurité des pièces classifiées au sein de l'établissement dont il relève. Dans l'exécution de sa mission, il a les pouvoirs déterminés par la présente loi.

Les officiers de sécurité instaurent des zones de sécurité et définissent les modalités d'accès aux lieux relevant de leur responsabilité et où se trouvent des pièces classifiées.

Leurs missions sont de :

- a) assurer la sécurité des documents et des pièces classifiés ;
- b) fixer les règles et consignes de sécurité à mettre en œuvre concernant les personnes et les informations ou supports classifiés à l'intérieur de l'établissement concerné, et en contrôler son application pratique;
- c) assurer la gestion des dossiers d'habilitation du personnel de l'établissement en fonction du besoin d'en connaître;

- d) tenir l'Autorité nationale de Sécurité informée de l'évolution de la situation personnelle ou professionnelle du titulaire d'une habilitation de sécurité;
- e) conserver les originaux des certificats de sécurité des personnes habilitées qui relèvent de leur compétence ;
- f) vérifier la validité des habilitations de sécurité et le cas échéant gérer les demandes de renouvellement auprès de l'Autorité nationale de Sécurité ;
- g) vérifier la validité des homologations de systèmes d'informations classifiées utilisés dans l'établissement dont ils relèvent et le cas échéant gérer les demandes de renouvellement auprès de l'Autorité nationale de Sécurité ;
- h) notifier à l'Autorité nationale de Sécurité un relevé annuel des personnes qui ne requièrent plus d'habilitation de sécurité ;
- i) sensibiliser et informer les personnes occupant un poste qui nécessite un accès à des informations classifiées et organiser à intervalles réguliers, des formations relatives aux procédures de protection des pièces classifiées pour toute personne habilitée ;
- j) informer le demandeur des types de données qui pourront être examinées ou vérifiées lors de l'enquête de sécurité, des modalités de celle-ci ainsi que des dispositions relatives à la responsabilité pénale en cas de compromission;
- k) établir à l'avance un plan détaillé de destruction des pièces classifiées en cas d'urgence liée à la situation locale ou nationale ;
- l) signaler à l'Autorité nationale de Sécurité les compromissions des informations classifiées avérées ou supposées;
- m) veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de manipulation, de conservation, de reproduction et de destruction des informations classifiées ;
- n) veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité physique, et ;
- o) s'occuper de la gestion et de la mise à jour des annexes de sécurité dans le cadre des contrats impliquant la détention d'informations ou de supports classifiés.

Art. 9.- Accès aux pièces classifiées

Sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires, sont seules autorisées à accéder aux pièces classifiées, les personnes détentrices d'une habilitation de sécurité appropriée et qui, en raison de leurs fonctions, ont un besoin d'en connaître ou de les recevoir.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, un besoin d'en connaître ou de les recevoir est seul requis pour l'accès à une pièce classifiée au niveau « RESTREINT LUX ».

Le besoin d'en connaître ou de les recevoir est déterminé par le chef d'administration ou l'organe directeur de l'entité privé dont relève la personne ayant l'intention d'avoir accès aux pièces classifiées.

Les pièces classifiées ne peuvent être exposées, lues ou consultées dans des lieux publics.

La reproduction partielle ou complète d'une pièce classifiée « TRES SECRET LUX » ne peut avoir lieu sans l'accord préalable exprès de l'autorité qui a procédé à sa classification.

Art. 10.- Destruction des pièces classifiées

Les pièces classifiées qui ne sont plus nécessaires sont détruites lorsqu'elles ont perdu toute utilité pour le détenteur de ces pièces, sur instruction de celui-ci ou d'une autorité compétente, sans préjudice de la législation applicable en matière d'archivage.

Si la pièce classifiée constitue une pièce d'un dossier judiciaire, la destruction ne peut avoir lieu qu'à partir de la date où l'instance judiciaire a été clôturée par une décision de justice qui a acquis force de chose jugée.

La destruction de pièces classifiées « TRES SECRET LUX » ou « SECRET LUX » est consignée dans un procès-verbal qui est rédigé et signé par l'auteur de la destruction. Ce procès-verbal est contresigné par l'officier de sécurité et est conservé, à des fins de contrôle ou d'inspection, dans le registre prévu à l'article 6bis, pendant dix ans au minimum pour les pièces classifiées « TRES SECRET LUX » et pendant cinq ans au minimum pour les pièces classifiées « SECRET LUX ».

Art. 11.- Transmission de pièces classifiées

La transmission électronique de pièces classifiées se fait exclusivement par des centres et réseaux de communication / transmission et des terminaux habilités et protégés par des systèmes cryptographiques homologués par l'Autorité nationale de Sécurité.

La transmission électronique de pièces «TRES SECRET LUX» et «SECRET LUX» est protégée par des dispositifs de protection appropriés contre les émanations électromagnétiques autorisés par l'Autorité nationale de Sécurité.

Les pièces classifiées sur support papier sont mises sous enveloppe de manière à être protégées de toute divulgation non autorisée.

Le transport de pièces classifiées « TRES SECRET LUX » se fait exclusivement par un service de courrier diplomatique.

Le transport de pièces classifiées « SECRET LUX » et « CONFIDENTIEL LUX » s'effectue par l'un des moyens suivants :

- un service de courrier diplomatique, ou
- un transport par porteur, à condition que le porteur ainsi que la société employant le porteur disposent d'une habilitation de sécurité du niveau de classification approprié.

Les pièces classifiées au niveau « RESTREINT LUX » peuvent, outre les moyens exposés aux alinéas 4 et 5, être transportées par des services postaux ou par des services de courrier commercial par voie de courrier recommandé avec accusé de réception.

L'autorité qui a procédé à la classification d'un document doit être en mesure de rendre compte à l'Autorité nationale de Sécurité de l'identité des personnes auxquelles elle transmet ces pièces.

Art. 12.- Commission consultative en matière de protection des pièces classifiées

Il est institué, sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre d'Etat, une commission appelée à:

- conseiller le Gouvernement en matière de protection des pièces classifiées, sous quelque forme que ce soit, et notamment des informations traitées ou transmises dans des systèmes de communication d'informations et d'autres systèmes électroniques;
- conseiller les administrations, services et établissements publics dans l'application des mesures de sécurité afférentes;
- assurer la liaison avec les instances correspondantes assumant les mêmes tâches dans les organisations internationales, intergouvernementales ou supranationales;
- suivre l'évolution des techniques en la matière ;
- suivre l'évolution des menaces en matière de protection des pièces classifiées.

Les modalités de fonctionnement et la composition de la commission sont arrêtées par règlement grand-ducal.

Art. 13.- Atteintes à la sécurité des pièces classifiées

En cas d'incident de sécurité ou de compromission d'une pièce classifiée, l'officier de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité, ainsi que l'autorité qui a procédé à la classification de la pièce doivent être immédiatement avertis.

L'officier de sécurité doit également être averti dans les meilleurs délais en cas d'incident ou de compromission.

L'officier de sécurité procède à une enquête et informe des résultats y afférents l'Autorité nationale de Sécurité et la personne qui dirige l'administration, le service ou l'organisme au sein de laquelle il veille à l'observation des règles de sécurité.

Chapitre 4 – Des habilitations de sécurité

Section 1ère – Dispositions générales

Art. 14.- Personnes soumises à habilitation

Pour assurer la protection des intérêts énumérés à l'article 3, toutes les personnes exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées, y compris celles émises par des organisations internationales dans le cadre des règles de sécurité les concernant, l'accès à des locaux, des bâtiments ou des sites où sont créées, traitées ou conservées des pièces classifiées ou qui participent à l'exécution d'un contrat classifié ou d'un marché public qui comporte l'utilisation de pièces classifiées doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité.

Par exception à l'alinéa qui précède, sont exempts de l'obligation d'être titulaire d'une habilitation de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions:

- les membres du Gouvernement ;
- les membres de la commission de contrôle parlementaire visée à l'article 14 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat ;
- les magistrats membres de la commission prévue à l'article 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle ;
- les membres de l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
- les élus de la Chambre des députés, qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à prendre connaissance de pièces classifiées ;

- les élus représentant du Luxembourg au sein du Parlement européen qui, en vertu de leurs fonctions internationales ou européennes, sont appelés à prendre connaissance de pièces classifiées, sans préjudice des règles spécifiques mises en place par ces organisations internationales ou européennes auprès desquelles ils exercent leurs fonctions.

Art. 15.- Conditions d'octroi, de renouvellement et de retrait

1. Une habilitation de sécurité peut être délivrée ou renouvelée à:

- une personne physique qui présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité;
- une personne morale qui présente des garanties suffisantes, quant aux moyens matériels et techniques et aux méthodes utilisées pour protéger les pièces classifiées et quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité des organes susceptibles d'avoir accès à ces pièces.

L'habilitation de sécurité n'est délivrée ou renouvelée qu'aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.

2. Une habilitation de sécurité peut être retirée à une personne physique ou morale qui ne présente plus les garanties suffisantes définies au paragraphe 1^{er}. Le retrait d'une habilitation de sécurité est soumis à la procédure d'enquête de sécurité ultérieure.

3. L'autorité adjudicatrice est tenue d'informer l'Autorité nationale de Sécurité au préalable de la passation d'un contrat classifié, respectivement de tout marché public au sens de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, si ce marché concerne ou se base sur des pièces classifiées.

Art. 16.- Niveau des habilitations de sécurité

Les niveaux des habilitations de sécurité sont:

- « TRES SECRET LUX»;
- « SECRET LUX»;
- « CONFIDENTIEL LUX» ;

Le niveau de l'habilitation de sécurité est déterminé par le degré de classification des pièces auxquelles le titulaire doit accéder pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission. La demande d'habilitation de sécurité veillera à apprécier correctement le niveau du besoin d'en connaître en préférant le niveau inférieur.

Art. 17.- Durée de validité de l'habilitation de sécurité

Sans préjudice d'un retrait d'une habilitation de sécurité en cours de validité au sens de l'article 15 paragraphe 2, la durée de validité de l'habilitation de sécurité pour les personnes physiques ne dépassera pas cinq ans pour les habilitations du niveau « TRES SECRET LUX » et dix ans pour les autres habilitations, à compter de la date de l'émission de l'habilitation de sécurité.

La durée de validité de l'habilitation de sécurité délivrée dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat classifié est limitée à la période couvrant la durée d'exécution de ce marché public ou contrat classifié sans que la durée maximale n'excède cinq ans.

Le renouvellement de l'habilitation de sécurité de la même durée telle que définie à l'alinéa 1^{er} est subordonné à la réalisation d'une nouvelle enquête de sécurité.

Art. 18.- Instructions relatives à la protection des pièces classifiées

Toute personne habilitée sera informée par l'officier de sécurité désigné, au moment de la remise d'une copie du certificat de sécurité et par la suite, à intervalles réguliers, des règles en matière de protection des pièces classifiées.

Au moment de la remise du certificat de sécurité, la personne habilitée doit signer une déclaration confirmant qu'elle a reçu ces instructions et préciser qu'elle s'engage à les respecter.

A la date d'échéance définitive de l'habilitation de sécurité, à la date de la décision de retrait ou de refus de renouvellement de l'habilitation de sécurité ou à la date de cessation d'activités requérant l'accès à des pièces classifiées de la personne habilitée, cette dernière doit retourner la copie du certificat de sécurité à l'officier de sécurité.

Section 2 – Autorité nationale de Sécurité

Art. 19.- Statut

Les fonctions de l'Autorité nationale de Sécurité sont assumées par le Service de renseignement de l'Etat.

Art. 20.- Missions

Dans le cadre de ses missions, l'Autorité nationale de Sécurité assume les activités suivantes:

- veiller à la sécurité des pièces classifiées dans les entités civiles et militaires,
- veiller à l'application des règlements de sécurité nationaux et internationaux,
- veiller à ce que les contractants et les sous-traitants immatriculés sur le territoire national

prennent toutes les mesures appropriées pour protéger les pièces classifiées dans le cadre de négociations précontractuelles et tout au long de la durée d'exécution des contrats classifiés ;

- homologuer les réseaux et les systèmes de communication, d'information et de transmission protégés ainsi que les lieux destinés au traitement et à la conservation des pièces classifiées ;

- procéder à des inspections périodiques relatives à la sécurité des pièces classifiées et en informer la commission consultative prévue à l'article 12 ;

- assurer la liaison avec les autorités nationales de sécurité des autres pays, particulièrement avec celles des pays faisant partie des organisations internationales dont le Luxembourg est membre;

- effectuer les enquêtes de sécurité au titre de l'article 14 de la présente loi;

- effectuer les enquêtes de sécurité demandées par des organisations internationales ou des services de sécurité étrangers en application de traités ou d'accords internationaux ; les enquêtes de sécurité étant effectuées d'après les modalités prévues par la présente loi.

- veiller à la formation des officiers de sécurité.

Section 3 – Enquêtes de sécurité

Art. 21.-Portée de l'enquête

1. L'enquête de sécurité a pour but de déterminer, en application des critères d'appréciation prévus à l'article 24bis, si la personne physique ou morale présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour les intérêts mentionnés à l'article 3.

Les critères d'appréciation des garanties exigées par la présente loi seront conformes à ceux définies dans le cadre des accords de sécurité avec les organisations internationales auxquelles le Luxembourg est partie.

2. L'enquête relative aux personnes morales peut notamment porter sur les administrateurs, gérants, préposés à l'administration ou à la gestion, l'actionnariat de la société, les personnes qui mettent en œuvre le contrat, l'étude ou la production classifiée ainsi que la personne appelée à assumer les fonctions d'officier de sécurité.

3. L'envergure de l'enquête de sécurité varie en fonction du niveau de l'habilitation de sécurité requise.

L'instruction du dossier d'habilitation remontera au moins cinq ans en arrière concernant des demandes d'habilitation du niveau « CONFIDENTIEL LUX » et « SECRET LUX » et dix ans concernant des demandes du niveau « TRES SECRET », ou couvrira les années écoulées depuis que le demandeur a atteint l'âge de dix-huit ans révolus, selon la période la plus courte.

4. Dans le cadre des enquêtes de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité peut recueillir des données relatives à l'état civil, à la solvabilité, à la situation sociale et professionnelle tant actuelle que passée, à la fiabilité et à la réputation, et à la vulnérabilité à l'égard de pressions de la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est sollicitée.

L'Autorité nationale de Sécurité peut également s'adresser par écrit au chef de l'administration ou à l'organe directeur de l'entité privée dont relève la personne pour avoir des renseignements professionnels, qui répond par écrit à cette demande.

5. Les modalités concernant les enquêtes de sécurité seront fixées par règlement grand-ducal.

Art. 21bis.- Procédure de l'enquête

1. L'enquête de sécurité est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité suite à la demande écrite du chef de l'administration, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de l'organe directeur de l'entreprise privée dont relève la personne qui sera appelée à traiter les pièces classifiées. Cette demande est transmise par l'officier de sécurité désigné à l'Autorité nationale de sécurité. Une fois la demande introduite, l'intéressé a accès à un questionnaire de sécurité électronique couvrant les données visées à l'article 21 alinéa 4. Ce questionnaire est à remplir et à signer par l'intéressé et à faire parvenir à l'Autorité nationale de sécurité.

La personne ayant fait une demande en obtention d'une habilitation est tenue de remplir intégralement ce questionnaire, en donnant les informations sollicitées avec précision. Par sa signature, elle certifie que les données fournies sont exactes et véridiques.

Toute personne soumise à une enquête de sécurité doit donner au préalable son consentement en vue de la réalisation de l'enquête.

La personne qui ne consent pas à faire l'objet d'une enquête de sécurité en ne remplissant pas ou en ne signant pas le questionnaire électronique d'obtention d'une habilitation de sécurité ou qui refuse de concourir à l'enquête de sécurité, se voit refuser la délivrance de l'habilitation de sécurité sollicitée.

Si l'habilitation est requise pour l'accès à un emploi, une fonction ou un grade, le refus de concourir à l'enquête de sécurité par la personne concernée met automatiquement fin à la procédure de recrutement, d'engagement, de nomination ou de promotion.

2. Une enquête de sécurité ultérieure est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité pour vérifier des informations suggérant que le titulaire d'une habilitation n'offre plus les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2.

Le consentement visé au paragraphe 1^{er} n'est pas requis pour la réalisation d'une enquête de sécurité ultérieure. L'enquête de sécurité ultérieure est effectuée par l'Autorité nationale de Sécurité suite à la demande écrite du chef de l'administration, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de l'organe directeur de l'entreprise privée dont relève la personne, de l'officier de sécurité concerné ou sur propre initiative de l'Autorité nationale de Sécurité suite au signalement d'éléments de vulnérabilités susceptibles de mettre en cause les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2.

L'exécution de l'enquête de sécurité ultérieure est soumise aux mêmes modalités et critères appliqués à l'enquête de sécurité dans le cadre d'une demande initiale d'habilitation de sécurité ou une demande de renouvellement d'habilitation de sécurité au sens de l'article 15 paragraphe 1^{er}.

3. Lorsque la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est requise, transite ou séjourne à l'étranger ou y a transité, séjourné ou résidé, l'Autorité nationale de Sécurité peut solliciter la collaboration des autorités compétentes des pays concernés. A l'inverse, la collaboration de l'Autorité nationale de Sécurité peut être sollicitée par les autorités compétentes étrangères, lorsque la personne, pour laquelle l'habilitation de sécurité est requise en vertu de la loi étrangère, transite ou séjourne au Luxembourg ou y a transité, séjourné ou résidé.

Lorsque l'Autorité nationale de Sécurité n'obtient pas d'informations permettant une appréciation de l'existence des garanties nécessaires quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité de la personne, elle peut proposer le refus de délivrance ou le retrait de l'habilitation de sécurité nationale.

4. Si l'Autorité nationale de Sécurité le juge nécessaire à l'analyse du dossier, l'enquêteur demande à l'intéressé de se présenter à un entretien.

Art. 22.- Accès aux banques de données par l'Autorité nationale de Sécurité

1. Dans le cadre des enquêtes de sécurité ou des enquêtes de sécurité ultérieures, l'Autorité nationale de Sécurité a accès direct, par un système informatique, aux traitements des données à caractère personnel suivants :

- a) le registre national des personnes physiques créé par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- b) le répertoire général des personnes morales créé par la loi modifiée du 30 mars 1979

- organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
- c) le fichier relatif aux affiliations des salariés, des indépendants et des employeurs géré par le Centre commun de la sécurité sociale sur base de l'article 321 du Codes des assurances sociales, à l'exclusion de toutes les données relatives à la santé ;
 - d) le fichier des étrangers exploité pour le compte du service des étrangers du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions ;
 - e) le fichier des demandeurs de visa exploité pour le compte du ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions ;
 - f) le fichier des autorisations d'établissement exploité pour le compte du ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions ;
 - g) le fichier des armes prohibées du ministre ayant la Justice dans ses attributions ;
 - h) la partie « recherche » de la banque de données nominatives de police générale.

Lorsque la partie « recherche » de la banque de données nominatives de police générale indique l'existence d'une inscription, l'Autorité nationale de Sécurité peut s'adresser par écrit au procureur général d'Etat pour obtenir la communication des données inscrites à la partie « documentaire » de la banque de données nominatives de police générale. Le procureur général d'Etat ou le procureur d'Etat délégué à cette fin par le procureur général d'Etat communique à l'ANS tous les renseignements relatifs à la nature des faits faisant l'objet du procès-verbal ou du rapport visé à la demande de l'ANS et les suites judiciaires qui lui ont été réservées, par rapport à la personne concernée pour la période remontant cinq ans en arrière concernant les demandes d'habilitation de sécurité du niveau « CONFIDENTIEL LUX » et « SECRET LUX » et pour la période remontant dix ans en arrière concernant les demandes d'habilitation de sécurité du niveau « TRES SECRET LUX », ou les années écoulées depuis que le demandeur a atteint l'âge de dix-huit ans révolus, selon la période la plus courte, pour autant que ces renseignements soient nécessaires pour l'appréciation des garanties nécessaires quant à la discrétion, la loyauté, la fiabilité et l'intégrité de la personne.

Si le procureur général d'Etat ou le procureur d'Etat délégué à cette fin estime que les renseignements inscrits à la partie « documentaire » de la banque de données nominatives de police générale ne sont pas de nature à mettre en cause ces garanties, il en fera part à l'Autorité nationale de Sécurité sans devoir ni communiquer lesdits renseignements ni motiver sa réponse. Dans ce cas, il ne pourra pas y avoir de refus ou de retrait de l'habilitation de sécurité, à moins que d'autres éléments apparus pendant l'enquête ne le justifient.

2. L'accès visé au paragraphe 1^{er} ci-dessus est soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle visée à l'article 17 paragraphe 2 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. En vue de la surveillance exercée par cette autorité de contrôle, l'Autorité nationale de Sécurité met en œuvre les moyens techniques permettant de garantir le caractère retraçable de l'accès.

A cette fin, le système informatique par lequel l'accès direct est opéré doit être aménagé de sorte que :

- a) le membre de l'Autorité nationale de Sécurité ne puisse consulter les traitements de données à caractère personnel visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus que pour un motif précis en indiquant son identifiant numérique personnel, et
- b) les informations consultées, la date et l'heure de la consultation puissent être retracées.

3. Les données collectées par l'Autorité nationale de Sécurité ne peuvent servir qu'à la réalisation des missions déterminées à l'article 20 et les consultations se font dans le respect du principe de proportionnalité et de nécessité.

Art. 23.- Traitement des données recueillies

(1) Le traitement, par l'Autorité nationale de Sécurité, des informations collectées dans le cadre de ses missions est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal tel que prévu à l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(2) Les données recueillies par l'Autorité nationale de Sécurité ne peuvent servir qu'à la réalisation des missions déterminées à l'article 20.

Les données de l'enquête ne doivent pas être incorporées dans le dossier personnel de l'agent qui a fait l'objet d'une enquête de sécurité.

(3) Les données relatives à l'enquête de sécurité sont détruites ou effacées conformément aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Après l'effacement des données à caractère personnel et dans un but de retraçage et de protection des preuves dans l'intérêt de l'article 13 de la présente loi, une fiche succincte sera conservée pendant un délai de cinq ans. Celle-ci contient les informations suivantes :

- a) le(s) nom(s), prénom(s), date et lieu de naissance, nationalité(s) du demandeur d'habilitation ;
- b) la durée et la nature de l'habilitation de sécurité ;
- c) les informations quant à un renouvellement, retrait ou refus d'habilitation de sécurité;
- d) la déclaration de responsabilité signée par le demandeur d'habilitation au sens de l'article 18;

- e) la décision finale du Premier Ministre visée à l'article 29 ;
- f) le cas échéant la décision de justice définitive en cas de recours en annulation exercé par le demandeur.

Art. 24.- Confidentialité des données recueillies

L'Autorité nationale de Sécurité prend les mesures internes nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des faits, actes ou renseignements dont elle a pris connaissance dans le cadre des enquêtes de sécurité.

Art. 24bis.- Critères d'appréciation

Afin de vérifier les garanties prévues à l'article 21, l'Autorité nationale de Sécurité prend en considération les éléments suivants:

- a) les données relatives à l'état civil, à la nationalité, à l'adresse, à la date et au lieu de naissance de l'intéressé ;
- b) les éléments figurant aux banques de données visées à l'article 22 de la présente loi;
- c) l'insolvabilité de l'intéressé;
- d) l'appartenance de l'intéressé à un groupement considéré comme terroriste ou extrémiste ;
- e) la relation de l'intéressé avec des personnes suspectées d'agir au nom de ou d'obéir aux ordres d'un service secret étranger et qui peuvent menacer la sécurité nationale;
- f) les éléments relatifs au parcours scolaire du demandeur;
- g) les éléments relatifs à la situation professionnelle actuelle et antérieure de l'intéressé;
- h) les services de l'intéressé dans les forces armées, dont notamment l'existence de procédures disciplinaires, des évaluations négatives de l'intéressé par ses supérieurs hiérarchiques et la vérification des conditions dans lesquelles il/elle a été libéré(e);
- i) les problèmes d'adjuvance pouvant altérer le discernement de l'intéressé;
- j) les voyages et les déplacements fréquents de l'intéressé dans des pays pour lesquels il existe un risque de sécurité en relation directe avec les garanties prévues à l'article 21;
- k) la mise en accusation dans des affaires judiciaires, y compris des affaires de mœurs;
- l) l'existence d'une maladie mentale ou toute autre maladie pouvant altérer le discernement ;
- m) l'existence d'un ou de plusieurs antécédents judiciaires, policiers ou disciplinaires de l'intéressé ;
- n) l'existence d'un ou de plusieurs incidents de sécurité (en cas d'une demande de renouvellement ou de retrait de l'habilitation de sécurité) ;
- o) le fait de faire des fausses déclarations en remplissant le questionnaire de sécurité ou au cours d'un entretien avec les enquêteurs de l'Autorité nationale de Sécurité.

Section 4 – Procédure d’octroi, de refus ou de retrait de l’habilitation de sécurité et voies de recours

Art. 25.- Décision d'octroi, de refus ou de retrait de l'habilitation de sécurité

(1) Sur la base des résultats de l’enquête de sécurité ou de l’enquête de sécurité ultérieure, le Premier Ministre, Ministre d’Etat, décide de l’octroi, du refus ou du retrait d’une habilitation de sécurité. La décision motivée du Premier Ministre est notifiée au requérant par l'officier de sécurité.

Dans les cas où l’enquête de sécurité de l’Autorité nationale de Sécurité ne permet pas de dégager des informations tangibles permettant de déterminer l’existence de garanties suffisantes visées aux articles 15 et 21, le Premier Ministre peut refuser la délivrance ou procéder au retrait de l’habilitation de sécurité.

(2) Toute décision de refus ou de retrait d’une habilitation de sécurité est prise suite à un avis motivé d’une commission composée de trois fonctionnaires désignés respectivement par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.

La commission désignera en son sein, pour une durée de trois ans, son Président qui représentera la commission. Le secrétaire de la commission est nommé par le Premier Ministre, Ministre d’Etat.

Les membres ainsi que le secrétaire de la commission doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité du niveau « TRES SECRET LUX ». Ils sont liés par le secret professionnel défini à l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l’Etat.

La commission se fait remettre par l’Autorité nationale de Sécurité le rapport d’enquête.

Si elle l'estime utile, la commission se fait communiquer par l'Autorité nationale de Sécurité le dossier d'enquête dans son intégralité.

La commission peut aussi requérir la communication de toute information complémentaire qu'elle juge utile.

A cette fin, la commission peut entendre un membre de l'Autorité nationale de Sécurité.

La personne qui a fait l’objet de l’enquête de sécurité pourra être entendue par la commission et y présenter ses observations.

(3) La personne qui s'est vu refuser ou retirer l'habilitation de sécurité peut, sur demande écrite, à adresser à la commission instituée par le présent article, solliciter du Premier Ministre, Ministre d'Etat l'accès au dossier sur lequel est fondée sa décision.

Le requérant pourra, à cette fin, consulter toutes les pièces du dossier à l'exception des pièces révélant ou susceptibles de révéler les sources d'information au sens de l'article 5 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat. Le contenu essentiel de ces pièces lui est cependant communiqué par écrit.

L'avis émis par la commission à l'intention du Premier Ministre, Ministre d'Etat n'est pas communiqué au requérant.

Art. 26.- Recours juridictionnel

La décision de refus ou de retrait du Premier Ministre, Ministre d'Etat peut faire l'objet d'un recours en annulation devant les juridictions administratives instituées par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Chapitre 5 - Dispositions pénales

Art. 27.- Sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 251 euros à 125.000 euros toute personne qui, sciemment et en méconnaissance des règles de sécurité établies par le chapitre 3 de la présente loi aura causé, directement ou indirectement, la compromission d'une ou de plusieurs pièces classifiées.

Si le fait a été commis, soit dans l'intention de nuire aux intérêts protégés, soit pour se procurer un avantage illicite, il sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 250.000 euros.

Annexe à la loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité

Tableau de correspondance entre les degrés de classification en application de conventions et traités internationaux qui lient le Luxembourg et les degrés de classification luxembourgeois

Luxembourg	<i>TRES SECRET LUX</i>	<i>SECRET LUX</i>	<i>CONFIDENTIEL LUX</i>	<i>RESTREINT LUX</i>
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	<i>COSMIC TRES SECRET</i>	<i>OTAN SECRET</i>	<i>OTAN CONFIDENTIEL</i>	<i>OTAN DIFFUSION RESTREINTE</i>
Eurocontrol	<i>./.</i>	<i>EUROCONTROL SECRET</i>	<i>EUROCONTROL CONFIDENTIEL</i>	<i>EUROCONTROL DIFFUSION RESTREINTE</i>
Euratom	<i>EURA TRES SECRET</i>	<i>EURA SECRET</i>	<i>EURA CONFIDENTIEL</i>	<i>EURA DIFFUSION RESTREINTE</i>
Union Européenne	<i>TRES SECRET UE/EU TOP SECRET</i>	<i>SECRET UE/EU SECRET</i>	<i>CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL</i>	<i>RESTREINT UE/EU RESTRICTED</i>
Agence spatiale européenne	<i>TRES SECRET ESA</i>	<i>SECRET ESA</i>	<i>CONFIDENTIEL ESA</i>	<i>DIFFUSION RESTREINTE ESA</i>
Eurocorps	<i>EUROCOR TRES SECRET</i>	<i>EUROCOR SECRET</i>	<i>EUROCOR CONFIDENTIEL</i>	<i>EUROCOR DIFFUSION RESTREINTE</i>

FICHE FINANCIÈRE

Le présent projet de loi n'a pas d'incidence financière.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant modification 1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité 2. du Code pénal
Ministère initiateur :	Ministère d'Etat
Auteur(s) :	Anouk Schroeder
Téléphone :	247-82210
Courriel :	ans@me.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Adapter la loi de 2004: préciser certains aspects de la protection des pièces, fixer en détail les responsabilités de tous les acteurs intervenants et déterminer avec précision la procédure et le déroulement d'une enquête de sécurité Abolir certaines dispositions désuètes du Code pénal
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Service de Renseignement
Date :	17/02/2016



Mieux légiférer

1

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

2

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

☒ Oui ☐ Non

- Citoyens :

☒ Oui ☐ Non

- Administrations :

☒ Oui ☐ Non

3

Le principe « Think small first » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ¹

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?

☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

5

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

☒ Oui ☐ Non ☐ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

Données nécessaires afin de pouvoir procéder à une enquête de sécurité telle que prévue par le législateur

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?
- des délais de réponse à respecter par l'administration ?
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?

☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.
☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.
☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

☐ Oui ☒ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

Projet vise tant les femmes que les hommes

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)